

**GILBERT MOKOKI, LE LEADERSHIP MULTIDIMENSIONNEL D'UN MINISTRE
DÉVOUÉ AU SERVICE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT**



MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE *Magazine*

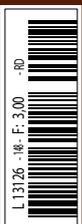
www.hommesdafrique.com

N° 148 MARS 2024

Africa CEMAC: 1.500 Cfa - Other African country: 4\$ US - Europe: 4 Euros - Switzerland: 6.50 CHF - America: 6\$ US - Morocco: 20 Dhs - Madagascar: 5000 Ariary



UNION AFRICAINE : ADAPTER LA SANTE ET L'EDUCATION AUX ENJEUX DU 21E SIECLE



**CEMAC
L'APPEL DU PRESIDENT
F-A. TOUDERA A LA LIBRE-
CIRCULATION DES BIENS
ET DES PERSONNES**

**MARCHES EMERGENTS:
L'AFRIQUE EN TETE
DE CROISSANCE
MONDIALE EN 2024**



4, Rue d'Australie
Rabat, Maroc
www.hommesdafrique.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRÉSIDENT DU CONSEIL EDITORIAL
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
tél. : +212 6 48 82 21 37

éditeur
SANTIA BUSINESS DEVELOPMENT (SARL)
79 AVENUE IBN SINA APPT N° 14 AGDAL, RABAT - MAROC

Cameroun
JOURNALISTE
Sylvestre Tetchida
+237 95264115
Tetchiada@yahoo.fr

Joseph KAPO
tél. : +237 7779 4485
kapojoseph@yahoo.fr

Ngaleu Woukougou christelle
tél. : + 237 76026816
Email:chrisingaleu@yahoo.fr

Zacharie Roger MBARGA
mbargaroger@yahoo.fr
tél. : +237 697846674

nyeck Wilfried junior
tél. : 00237695057925
Email: obonomarie@yahoo.com

Egypte
JOURNALISTE - REPRÉSENTANT
Eric I. Asomugha
tél. : +20 11 003 3228

MAROC
Karima Mouhallam
tél. : +212 0642969974
karimamouhallam@hotmail.com

USA
NTIAZE NDONGMO Mohamed
tél. : +1 (202) 823-878 / +12028238783
anelkapresi2010@gmail.com

Eric I. Asomugha
tél. : +1 267 243 9580
achoski@gmail.com
eric@fissonline.com

USA. Sy soire salimata
Sysoire@yahoo.com
+1 (646) 240-1155

Amde Nardos
Adohelna1@gmail.com
+1 (703) 228-9800

France
Georgina Mercader
tel: +33681461270
mail: sanggeorgina@hotmail.com

Salomon Mezepo
tél. : +33 601 181 652
menaibuc@orange.fr

Suisse
REPRÉSENTANT
METANGMO Patrick
tél. : +41797966656
wtsobgny@gmail.com

Côte d'Ivoire
CORRESPONDANT
Valery Foungebe
tél. : +225 40 40 20 51
v.foungebe@yahoo.fr

Congo
JOURNALISTE
Jean Igor Cameroun
tél. : +242 06 522 6217
+242065226217
E-mail: igorcameroun1303@gmail.com

Gabon
REPRÉSENTANT
Serge Olivier NziKoue
tél. : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

Bénin/Togo
JOURNALISTE
ferdinand Gade
Tél. : +228 97 38 61 13 30
+229 97 84 97 76 Bénin
ferdinandgade@gmail.com

HOUNGBEDJI Cir Raoul.
Tél : (+229) 52 22 72 22
E-mail : houciral@yahoo.fr

Guinée Equatoriale
JOURNALISTE
Ela Ondo Onguene Clemente
tél. : +240 222 022 315
clementeela@hotmail.com

Jillapia Nestor
tél. : +240222259070

TRADUCTEUR
Tsobgni Bruno
tél. : +240 222 24 33 26

Conception
hichampro2020@gmail.com

Imprimerie
Bahiprint

Périodicité: Mensuel
Dépôt légal
2013PE0010
ISSN
2028_9944

SOMMAIRE

FOCUS

6-17 37e Sommet de l'Union Africaine : l'éducation et la sécurité au cœur des débats des chefs d'état

POLITIQUE

18-25 **Sénégal / Comment Macky Sall est en train de gâcher sa retraite politique**
Togo / Qui était Kodjo Agbéyomé, le principal opposant à Faure Gnassingbé, mort en exil
Levée des sanctions par la CEDEAO / réouverture des frontières : Bénin-Niger : malgré le dégel, la méfiance continue
Fortune Charumbira : L'homme appelé à consolider l'action parlementaire africaine

DIPLOMATIE

26-29 **France-Maroc : Amorce d'un réchauffement diplomatique après les tensions**
La Fontaine Du Maroc : Un Symbole D'artisanat Et D'authenticité A L'union Africaine

PORTRAIT

30-31 **Ua-Zlecaf : Dr Jean Amia : Symbole De L'élégance Et De L'expertise Protocolaires**

ÉCONOMIE

32- 49 **MARCHES EMERGENTS : Projctions et défis pour une renaissance africaine**
Jeffrey D. Sachs, Directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia (Etats-Unis) à propos de la croissance en Afrique
Alain Bayeni, Directeur Général du Commerce extérieur de la République du Congo



L'Afrique doit relever les défis de la dé-mondialisation : Le plaidoyer de Benedict Oramah

Ghana / Economie : Mohamed Amin peut-il réussir un miracle ? Parcours vers la stabilité : Le défi économique du Ghana en 2024

Communautés Économiques Régionales : Sécurité et développement : les priorités de la CEMAC à l'aube de sa 4e décennie

L'INVITE

50-57 **GILBERT MOKOKI : Le leadership multidimensionnel d'un officier militaire et ministre dévoué au service de la santé et du développement**

SANTE

58-61 **11e Conférence Africaine sur les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive à Rabat**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

62- 66 **santé publique : Enjeux et déclinaisons de la notion de genre, santé et droits sexuels et reproductifs en Afrique**

SPORTS

62- 66 **CAN 2023 / Des Eléphants « REVENANTS » renversent tout le monde : les chiffres d'une compétition à sensation**



Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

**Prix
unitaire**

60 DH

Accès digital

**Prix
annuel**

590 DH
Par an

Accès digital
à 12 numéros

**Prix
étudiant**

530 DH
Par an

Accès réservé
aux étudiants



ÉDUCATION ET SANTE EN AFRIQUE : FONDEMENTS DE LA PROSPÉRITÉ

Le récent 37^e sommet de l'Union africaine, tenu à Addis-Abeba du 17 au 18 février 2024, a mis en lumière les défis et les opportunités cruciales qui se posent à l'Afrique en matière d'éducation et de santé. Ces deux piliers fondamentaux sont non seulement essentiels pour le bien-être des individus, mais aussi pour le développement durable et la prospérité économique de tout un continent.

Sous le thème "Éduquer un Africain adapté au 21^e siècle : construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de qualité et pertinent en Afrique", les dirigeants africains ont souligné l'importance de repenser et de réformer les systèmes éducatifs pour répondre aux défis actuels et futurs. Selon l'Unesco et les Nations Unies qui ont formulé ces dernières années des recommandations pertinentes pour guider les efforts des pays africains en matière d'éducation, l'accès à une éducation de qualité en Afrique reste inégal, avec des taux d'alphabétisation alarmants dans de nombreuses régions. Pourtant, l'éducation est l'outil le plus puissant dont disposent les sociétés pour briser le cycle de la pauvreté et stimuler la croissance économique. En investissant dans l'éducation, les nations africaines investissent dans leur propre avenir, en formant une main-d'œuvre qualifiée et compétente capable de relever les défis du monde moderne.

Parvenir à la prospérité si souhaitée nécessite d'augmenter les budgets alloués à l'éducation, améliorer la gestion des ressources, renforcer la formation des enseignants et leur statut social, développer des programmes d'études pertinents et adaptés aux besoins du marché du travail, promouvoir l'inclusion et l'égalité des chances dans l'éducation, investir dans l'éducation des filles et des femmes et, surtout, encourager l'innovation et l'utilisation des technologies numériques dans l'éducation.

Cependant, l'éducation ne peut atteindre son plein potentiel que si les individus sont en bonne santé. La santé est un prérequis fondamental pour l'apprentissage et la productivité. Malheureusement, de nombreuses régions d'Afrique continuent de lutter contre des défis de santé majeurs, tels que la

prévalence de maladies infectieuses, l'accès limité aux soins de santé de base et les systèmes de santé fragiles. Sans un accès équitable à des services de santé de qualité, les gains réalisés dans le domaine de l'éducation peuvent être compromis, laissant de nombreuses populations vulnérables à la maladie et à la pauvreté.

Aussi, le dernier sommet de l'Union africaine a-t-il été une occasion cruciale de mettre en lumière ces enjeux et de catalyser l'action. Les dirigeants africains ont la responsabilité de placer l'éducation et la santé au cœur de leurs agendas politiques et de mobiliser les ressources nécessaires pour garantir que chaque citoyen ait accès à une éducation de qualité et à des services de santé de base.

De même, la communauté internationale doit soutenir les efforts des pays africains en matière d'éducation et de santé. Cela nécessite un engagement financier accru, mais aussi un partage de connaissances et de meilleures pratiques pour renforcer les systèmes éducatifs et de santé dans toute l'Afrique.

Par ailleurs, l'investissement dans l'éducation et la santé n'est pas seulement une question de développement humain, mais aussi de développement économique. Des populations éduquées et en bonne santé sont des moteurs de croissance économique, d'innovation et de stabilité sociale. En investissant dans ces secteurs vitaux, l'Afrique peut libérer tout son potentiel et ouvrir la voie à un avenir de prospérité partagée pour toutes ses nations.

Qui plus est, l'éducation et la santé sont les fondations sur lesquelles repose l'avenir de l'Afrique. Il est temps pour les dirigeants africains et la communauté internationale de faire de ces priorités une réalité tangible. Le succès de l'Afrique dépend de la santé et de l'éducation de ses citoyens. En investissant dans ces deux piliers fondamentaux, les pays africains peuvent débloquer tout leur potentiel et ouvrir la voie à un développement durable et équitable. Le dernier sommet de l'Union Africaine doit marquer le début d'une nouvelle ère de progrès dans ces domaines vitaux, car l'éducation et la santé ne sont pas seulement des droits fondamentaux, mais également les fondements d'une Afrique prospère et résiliente.



37E SOMMET DE L'UNION AFRICAINE
**L'EDUCATION ET LA SECURITE
AU COEUR DES DEBATS DES
CHEFS D'ETAT**



Les travaux organisés du 14 au 19 février 2024 se sont achevés par la publication du draft de la décision du rapport d'évaluation des dix premières années d'implémentation de l'Agenda 2063, l'adoption et le lancement du plan de la deuxième décennie d'implémentation de cet agenda par le président Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire.



Parmi les décisions prises figure la tenue prochaine d'un Sommet extraordinaire des chefs d'Etat en Côte d'Ivoire pour s'assurer de l'engagement profond des leaders africains, de la poursuite de la sensibilisation et de la visibilité de l'Agenda 2063. D'autres drafts de décision publiés ont trait au rapport sur les activités du Conseil de Paix et de Sécurité, de la décision du rapport de l'orientation des chefs d'Etat et de Gouvernement du AUDA-NEPAD, de la décision de nomination du Secrétaire général de la ZLECAF, et celui de la préparation des élections des membres de la Commission de l'UA.

Les interventions des différents dirigeants se sont articulées notamment autour des préoccupations sécuritaires : la

guerre russo-ukrainienne, du terrorisme, des changements non constitutionnels de gouvernement. Selon le président sortant Azali Assoumani, la Communauté internationale ne peut pas fermer les yeux sur de telles atrocités. Aussi va-t-il appeler la Conférence, à contribuer à mettre fin aux souffrances du peuple palestinien, et à continuer de soutenir les efforts visant à mettre en place deux Etats israéliens et palestiniens. A en croire le numéro un Mauritanien Mohammed Ould cheikh el Ghazouani, le président Mauritanien en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, l'escalade des changements anticonstitutionnels constitue une violation sans précédent de la démocratie et une menace sérieuse pour la

stabilité des institutions sur le continent. C'est pourquoi nous devons davantage recourir à nos propres mécanismes de règlement des conflits et toujours privilégier la consultation pour surmonter nos difficultés et proposer des solutions appropriées aux conflits, en évitant les interventions étrangères. La nécessité de réformer l'ONU demeure pressante.

Au sujet de l'éducation thème du Sommet, en qualité de président de l'Assemblée des chefs d'Etats et de Gouvernement de l'UA, il a déploré le 17 février à l'ouverture des travaux le fait que des milliers de jeunes africains n'aient pas accès à l'éducation de base :

« L'Education, pivot de tout développement durable, constitue un puissant levier, pour la sécurité et la stabilité, ainsi

qu'elle produit les moyens d'acquisition et de développement des compétences, favorisant l'ouverture des perspectives professionnelles adéquates, et contribuant, par-delà, à réduire le chômage, la pauvreté et la vulnérabilité ».

Au moment où des millions de jeunes africains, dépourvus des compétences de base, aux prises du phénomène de chômage, dans leurs propres pays, qui ne perçoivent comme alternative de survie que la voie de la migration clandestine. A ce sujet, les décideurs africains ont décidé de débattre autour du thème du Sommet de l'UA relatif à l'éducation ont relevé que le continent affiche, comparé aux autres continents, d'importants écarts les plus importants dans le processus d'atteinte du quatrième (Objectif de développement durable) ODD en raison des lacunes des systèmes

Des progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines

éducatifs africains.

Tout n'étant pas sombre, des progrès encourageants ont été réalisés dans plusieurs domaines tels que les avancées dans le processus de la Zone de Libre -Echange Continentale Africaine (ZLECAF) avec la réussite de la première phase et l'entrée en vigueur des protocoles relatifs au Commerce

des marchandises, des services, et au règlement des différends. Pour remédier aux problèmes de sous-développement, il a relevé que plus de 600 millions d'Africains n'ont pas toujours accès à l'électricité au XXI e siècle, l'Afrique abrite 50 % de l'extrême pauvreté mondiale. Pour y remédier, il propose que « Nous devons travailler ensemble pour assurer une sécurité continentale collective, nous devons élaborer une stratégie continentale globale, nous devons recourir à nos propres mécanismes de règlement des conflits, nous avons besoin d'améliorer la gouvernance ». Voilà entre autres autant de défis qui attendent ce nouveau président en exercice de l'UA, rendez-vous dans un an pour évaluer ses efforts accomplis.

**Par Joseph Kapo,
Envoyé Spécial à Addis Abeba**



37E SOMMET DE L'UNION AFRICAINE LES OBJECTIFS DE L'UNION AFRICAINE POUR L'ÉDUCATION SALUÉS PAR L'UNESCO



Le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine tenu les 17 et 18 février 2024 à Addis Abeba, a évoqué plusieurs sujets brûlants de l'actualité, mais également et surtout, l'éducation. L'Union a mis un accent particulier sur les progrès importants réalisés ces dernières années sur le continent dans ce domaine, tout en lançant une nouvelle mobilisation collective qui se veut une étape cruciale pour garantir une éducation de qualité pour tous. Une démarche que soutient totalement l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Ce sommet faisait suite à celui tenu les 14 et 15 février par les ministres des affaires étrangères. Les chefs d'État de l'Union africaine ayant répondu présents dans la capitale éthiopienne, sont allés plus loin dans leurs ambitions en dédiant notamment l'année 2024 à l'éducation. Un geste fort qui n'a pas tardé à séduire l'Unesco. En effet, à en croire sa Directrice générale, Audrey Azoulay, cette décision de l'Union africaine envoie un signal très fort en faveur de l'investissement dans l'éducation en tant que moteur du développement durable du continent et pour la prise en compte des besoins des jeunes

générations. Et l'Unesco, en tant qu'organisation chef de file des Nations unies pour l'éducation, est résolue à soutenir les efforts des États africains pour assurer l'universalité de l'enseignement primaire et secondaire, l'accès à un enseignement supérieur de qualité et des opportunités de recherche en Afrique. L'organisation a fait part de son admiration pour les progrès significatifs réalisés pour l'accès à l'éducation en Afrique au cours des dernières décennies. En effet, selon le dernier Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2023 de l'Unesco, la population non scolarisée en Afrique subsaha-



rienne aux niveaux primaire et secondaire a chuté de 44 % en 2000 à 29 % en 2020. Au cours de cette même période, le taux d'alphabétisation des jeunes en Afrique subsaharienne est passé de 66 % à 77,5 % et le taux d'alphabétisation des adultes de 52,6 % à 64,3 %.

Par ailleurs, l'engagement des pays africains à assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants est également mis en évidence dans un nouveau tableau de bord de l'UNESCO (en anglais) publié le 7 février. Ce dernier souligne que ces États se sont engagés à réduire les taux de non-scolarisation dans le primaire de 19 % en 2022 à 11 % d'ici à 2025. Ils se sont également engagés à garantir que 79 % des enseignants du pré-primaire et 85 % de ceux du primaire soient formés, ce qui est crucial compte tenu de la pénurie importante d'enseignants qualifiés sur le continent.

Remédier au déficit de financement et à la pénurie d'enseignants

Cependant, malgré ces progrès et engagements, l'Afrique compte toujours la

plus grande population non scolarisée au monde : 98 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école. De plus, 9 enfants scolarisés sur 10 ne peuvent pas lire et comprendre un texte

D'après l'UNESCO, 77 Mds de dollars supplémentaires sont nécessaires chaque année pour que les pays africains atteignent leurs objectifs nationaux en matière d'éducation et fournissent une éducation de qualité pour tous.

simple à l'âge de 10 ans. C'est pourquoi la décision de l'Union africaine de consacrer l'année 2024 à l'éducation revêt une importance capitale. Au cours de cette année, des solutions à deux défis majeurs seront examinés à travers le continent avec le soutien de l'Unesco : le déficit de financement et la pénurie d'enseignants.

D'après l'UNESCO, 77 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires chaque année pour que les pays africains atteignent leurs objectifs nationaux en matière d'éducation et fournissent une éducation de qualité pour tous. Malgré ce besoin de financements, l'aide au développement de l'éducation en Afrique subsaharienne a chuté de 23 % au cours de la dernière année enregistrée. Les élèves ont également besoin d'enseignants plus qualifiés : 15 millions d'entre eux doivent être recrutés d'ici 2030 pour atteindre l'objectif d'un enseignement primaire et secondaire universel en Afrique.

Par Cyr-Raoul Hounbedji



EDUCATION EN AFRIQUE TOUT SUR LES PILIERS DE LA STRATÉGIE CONTINENTALE POUR CRÉER UN CITOYEN NOUVEAU EN 2025

L'Afrique de demain est assurément le continent de l'avenir. Cette Afrique ne saurait entrer dans une nouvelle ère avec des citoyens mal formés et complètement en inadéquation avec les défis du futur. C'est pourquoi l'Union Africaine a placé son dernier sommet sous le thème de l'Éducation. Dans le but de « créer » un citoyen africain nouveau qui sera un agent de changement efficace pour le développement durable du continent, la Commission de l'Union africaine a conçu une stratégie continentale décennale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25). Implémentée sur le continent, elle pourrait réduire de nombreux écarts constatés dans le domaine.

Ce plan vise à mettre en place un « système d'éducation et de formation de qualité dont l'objectif est d'offrir au continent africain des

ressources humaines performantes adaptées aux valeurs communes africaines. Dans la pratique, il s'agit de « réorienter les systèmes d'éducation et de formation en Afrique afin de procurer les savoirs, les compétences, les aptitudes et la capacité d'innovation et de créativité nécessaires à la promotion d'un développement durable sur le plan national, régional et continental ».

Pour atteindre ses buts, la stratégie continentale poursuit douze Objectifs stratégiques que sont : Revitaliser la profession enseignante pour en assurer la qualité, la pertinence et l'adéquation à tous les niveaux d'éducation ; Construire et réhabiliter et préserver les infrastructures scolaires et développer des politiques qui assurent à tous et de façon permanente un environnement sans stress et propice à l'apprentissage afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux d'éducation (formel et non formel y compris l'informel) ;

Exploiter la capacité des TIC pour améliorer l'accès, la qualité de l'éducation et la formation ainsi que la gestion des systèmes éducatifs ; Assurer l'acquisition de connaissances et des compétences requises ainsi qu'à l'amélioration des taux d'achèvement des études à tous les niveaux et pour tous les groupes à travers des processus d'harmonisation nationale régionale et continentale ; Accélérer les processus conduisant à la parité et à l'équité des genres ; Lancer des programmes d'alphabétisation ambitieux et efficaces pour éradiquer les fléaux de l'analphabétisme ; Renforcer les programmes de sciences et de mathématiques chez les jeunes et promouvoir la culture scientifiques dans la société ; Accroître les potentialités en formation technique et professionnelle dans l'enseignement secondaire et supérieur, renforcer les liaisons bénéfiques entre le monde du travail et les systèmes d'éducation et de formation ; Redynamiser et

accroître l'accès à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation en vue de relever les défis du continent et promouvoir la compétitivité mondiale ; Promouvoir l'éducation pour la paix, ainsi que la prévention et la résolution des conflits à tous les niveaux d'éducation et pour tous les groupes d'âge en s'appuyant sur les valeurs communes africaines ; Améliorer l'administration du système éducatif ainsi que l'outil statistique en renforçant les capacités de collecte, de gestion, d'analyse, de communication, et d'utilisation de données ; Organiser une coalition de toutes les parties prenantes en faveur de l'éducation pour animer et soutenir les initiatives nées de la mise en œuvre de la CESA 16-25.

L'Afrique veut atteindre ses objectifs après avoir fait plusieurs constats dans les différents secteurs de l'Éducation. « L'éducation préscolaire est le socle sur lequel reposent l'apprentissage et tout l'avenir d'une formation. C'est, cependant un domaine négligé en termes de politique et d'investissement. Ce sous-secteur est donc caractérisé par des disparités, la mauvaise gestion et l'absence de programmes cohérents et d'adéquation avec l'éducation primaire. C'est un sous-secteur qui mérite une attention particulière dans la Stratégie continentale de l'éducation 2016-

La stratégie de l'Union Africaine veut aussi changer le paradigme qui veut que la formation professionnelle et technique soit le parent pauvre du secteur de l'éducation.

2025 », fait remarquer l'Union Africaine. Au niveau de l'enseignement primaire, l'Afrique a réalisé des progrès. Ainsi, de 1999 à 2012, le ratio brut d'inscrit a augmenté considérablement, passant de 59% à 79 %, selon un rapport de l'Union Africaine. En termes de nombre d'enfants inscrits, cela représente 144 millions d'enfants bénéficiant de l'accès à l'éducation primaire. La stratégie de l'Union Africaine veut aussi changer le paradigme qui veut que la formation professionnelle et technique soit le parent pauvre du secteur de l'éducation. La stratégie continentale de l'EFTP (Décision Assembly/

Dec.525(XXIII), a été adoptée par les chefs d'états et de gouvernements de l'UA. « La première étape vers la redynamisation de l'EFTP sera la création du statut actuel de l'EFTP, l'emploi des jeunes et la cartographie des éléments d'un écosystème de l'EFTP, conduisant à l'identification des lacunes qui doivent être comblées », indique l'Union Africaine.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le constat est l'accès au premier et second cycle est très faible (44,7 et 23,2% respectivement). En outre, seulement 29,5% et 13,9% de ceux qui accèdent respectivement au premier et second cycles de l'enseignement secondaire vont jusqu'à la fin de leurs études. L'Union Africaine estime qu'à la fin du premier cycle « le taux de déperdition est de 6%. Sur les 13,9% qui terminent le second cycle, uniquement 6,1% accèdent à l'enseignement supérieur ».

Dans le programme du CESA 16-25, les ministres en charge de l'éducation et la formation s'assurent de l'appropriation, la domestication et la mise en œuvre de la stratégie. Pour le financement de tout ce programme, une mobilisation décennale des fonds est recommandée dans chaque pays.

Par Valery Founghé



MOHAMMED EL-AMINE SOUEF, ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES COMORES, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE EN SOMALIE

« SI NOUS AVONS DES ENFANTS BIEN ÉDUQUÉS SUR LE CONTINENT, NOUS AURONS UN AVENIR MEILLEUR ET PROSPÈRE ».

Quel commentaire faites-vous de ce sommet ?

Ce 37^e Sommet se tient à une période charnière de notre histoire. Les discussions continuent mais ce qui attire les attentions, ce sont les discussions sur la paix et la sécurité dans notre continent. Nous sommes nés sur un continent qui regorge beaucoup de ressources convoitées par tout le monde. Des gens qui ont des agendas et qui veulent profiter du chaos quand d'autres estiment qu'il y a le continent africain fait partie d'un village planétaire et qu'on peut coopérer sainement avec l'Afrique. Par exemple, le bonheur de l'Europe est lié au bonheur des Africains en ce sens que nous les matières premières et eux la technologie.

Pourquoi avoir porté le choix sur l'éducation comme thème pour ce sommet ?

Nous avons focalisé sur l'éducation car si nous avons des enfants bien éduqués sur le continent, nous aurons un avenir meilleur et prospère. Je saisis cette occasion pour rendre hommage au président Ouattara dont l'intervention était très intéressante et pertinente. Cette intégration ne sera possible qu'avec la participation effective des leaders africains. On voit cette synergie se mettre en place.

Au-delà, il y a la diplomatie africaine qui se met en place. On a vu la visite de 5 chefs d'Etat en Ukraine et en Russie. Il y a eu aussi l'initiative de l'Afrique du Sud soutenue par l'Union africaine sur la situation en Palestine.

Quel bilan pouvez-vous faire de l'année de présidence des Comores à l'Union Africaine ?

Il y a beaucoup de foyers de tension un peu partout sur le continent et il y a aussi des préoccupations en interne dans nos Etats respectifs. Je pense qu'en même que l'Afrique a été mise sur les rails lors de notre magistère. Les Comores, c'est petit pays insulaire qui a décidé de présider pour un an aux destinées de l'Afrique. C'est déjà un grand pas. Le Président Azali a essayé de faire de son mieux en étroite collaboration avec ses pairs.

Propos recueillis par Valéry Foungré



JOSE MANUEL BARROSO, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

« J'AI ANNONCÉ UNE INITIATIVE QUE NOUS VENONS DE LANCER - L'ACCÉLÉRATION POUR LA PRODUCTION DE VACCINS EN AFRIQUE- »



« Je suis le président du board du conseil d'administration de l'Alliance globale du vaccin. Je représente cette organisation qui a déjà plus de 20 ans et qui a contribué à vacciner plus d'un milliard d'enfants dont la plupart en Afrique. Pendant le Covid-19, c'est nous qui avons créé avec d'autres partenaires dont l'Unicef et l'Organisation Mondiale de la Santé le COVAT. Nous sommes très intéressés à réduire les inégalités surtout dans le domaine de l'immunologie, c'est pourquoi j'ai participé à cet événement dans le cadre du sommet, notamment avec des ministres de la santé. J'ai annoncé

une initiative que nous venons de lancer « l'accélération pour la production de vaccins en Afrique ». Nous avons mis à disposition 1 milliard de dollars. Nous avons fait le lancement de cette initiative avec la France et avec la CDC de l'Union Africaine en France. Voilà ce que je fais ici pour travailler pour le développement des vaccins ».

Propos recueillis par Valéry Fougabé à Addis Abeba

FABIO BARGIACCHI, FONDATEUR ET DIRECTEUR DU CENTRE EUROPÉEN D'APPUI ÉLECTORAL

« NOUS SOMMES À CE SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT PARCE QUE DEPUIS 5 ANS, NOUS TRAVAILLONS AVEC LA COMMISSION PAIX ET SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE ... »

Que faisiez-vous au 37e Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine ?

Depuis 2010, j'ai mis en place une organisation à but non lucratif. Cela dans le but de faciliter la coopération entre les pays de l'Union Européenne et les pays partenaires de l'Union Européenne qui en font la demande. Ces dernières années, nous avons eu à travailler avec 54 pays surtout en Afrique et au Moyen-Orient. Nous sommes à ce Sommet des Chefs d'Etat parce que depuis 5 ans, nous travaillons avec la Commission Paix et Sécurité de l'Union africaine. Nous avons signé un Mémorandum avec le Commissaire Bakole et depuis lors nous collaborons sur les questions d'intégrité électorale la prévention et la gestion des conflits électoraux, et l'inclusion des femmes et les groupes désavantagés dans les processus électoraux.

Quels sont vos succès et vos insuccès depuis que vous travaillez sur les processus électoraux en Afrique ?

La réponse à cette question pertinente est très simple et en même temps complexe, parce que chaque processus a une particularité différente. Les standards internationaux en la matière doivent être appliqués suivant les législations des différents pays. Avec la Commission de l'Union Africaine, nous travaillons aussi sur les curriculums scolaires pour pouvoir disséminer les principes de la Charte africaine pour la démocratie, la bonne gouvernance et les élections.

Justement, dans notre collaboration avec l'Union Africaine, nous mettons un point d'honneur sur le volet éducation. Comme je le disais, nous collaborons dans l'établissement des curriculums scolaires, sur l'éducation civique, l'éducation électorale qui est extrêmement importante.

Propos recueillis par Valery Foungré





EDUCATION ET DEVELOPPEMENT

05 principaux piliers de l'éducation pour la croissance de l'Afrique étayés par des données récentes

1. Croissance économique durable. Selon l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, l'éducation est un pilier fondamental pour la transformation économique et sociale de l'Afrique. Une population bien éduquée est mieux équipée pour contribuer à la croissance économique grâce à une main-d'œuvre qualifiée et à une innovation accrue. Les données de la Banque africaine de développement montrent que chaque année supplémentaire d'éducation augmente le PIB par habitant de 2 à 3 % en Afrique.

2. Réduction de la pauvreté. Selon l'UNESCO, chaque année supplémentaire d'éducation

peut réduire le taux de pauvreté de 10 %. La Banque mondiale rapporte que l'éducation des filles en particulier est liée à une réduction significative de la pauvreté et à une amélioration de la santé et du bien-être des familles.

3. Promotion de l'égalité des sexes. L'éducation des filles est une priorité dans de nombreuses initiatives, notamment dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, qui vise à éliminer toutes les formes de discriminations basées sur le genre. L'autonomisation des femmes par l'éducation contribue à réduire les inégalités sociales et économiques.

4. Renforcement de la démocratie et de la stabilité politique. L'éducation favorise la participation citoyenne, le dialogue et la compréhension interculturelle, ce qui est crucial pour le développement de sociétés démocratiques stables. L'UNESCO souligne que l'éducation de qualité peut contribuer à la prévention des conflits en promouvant la tolérance, la compréhension et le respect mutuel.

5. Innovation et développement technologique. L'éducation stimule l'innovation et le développement technologique en fournissant aux individus les compétences nécessaires pour s'adapter aux changements et pour contribuer à la création de nouvelles technologies. Selon la Banque mondiale, les investissements dans l'éducation et la formation des jeunes peuvent aider l'Afrique à capitaliser sur la révolution numérique et à promouvoir le développement durable.

En somme, l'éducation joue un rôle central dans la réalisation des objectifs de développement en Afrique, comme le soulignent l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, les données de la Banque africaine de développement, de l'UNESCO et de la Banque mondiale. Investir dans l'éducation est essentiel pour libérer le potentiel humain du continent et construire un avenir prospère et inclusif pour tous.

S.T.



SÉNÉGAL /

COMMENT MACKY SALL EST EN TRAIN DE GÂCHER SA RETRAITE POLITIQUE

Il se passe bien des choses au Sénégal. Pour une seconde fois, le Président sortant Macky Sall est désavoué par le Conseil Constitutionnel sur la tenue des élections générales. Un second camouflet pour celui qui avait pourtant tout pour s'assurer une sortie de scène avec panache. Hélas...

On se perd encore en conjectures sur les réelles intentions du président Macky Sall à quelques semaines de la fin de son dernier mandat à la tête du Sénégal. C'est que le Président Macky Sall décourage même ses plus fidèles soutiens. Et cela par plusieurs décisions totalement incompréhensibles mais qui peuvent s'interpréter comme étant des manœuvres pour se maintenir au pouvoir.

Macky Sall a-t-il tenté de briguer un troisième comme c'est la mode désormais dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest ? Du moins, voulait-il faire de son successeur absolument un membre de son parti ? Tout porte à croire que oui, tant le président Sall s'est embourbé dans des décisions politiques à charge contre l'opposition.

Mais ce que Macky Sall n'avait certainement pas prévu, c'est l'opposition des juges constitutionnels. En effet, après avoir harcelé et traqué son principal opposant Ousmane Sonko, Macky Sall avait le champ libre. Puisque finalement, il a réussi même à museler Sonko en le jetant en prison au motif d'une accusation très politique.

Sonko emprisonné, Macky Sall pouvait dérouler. Mais à l'aune de la situation politique en ce moment au Sénégal, on peut conclure que le président Sénégalais s'est vu trop beau... Il a tellement sous-estimé les juges sénégalais qu'il se retrouve aujourd'hui coincé. Coincé, au point de se voir rappeler à l'ordre pour qu'il quitte la présidence le 2 avril. Mais surtout qu'il organise les élections.

Le Conseil constitutionnel avait ainsi invalidé l'ajournement de la présiden-

tielle au 15 décembre et a demandé aux autorités de tenir le vote "dans les meilleurs délais". Le Conseil constitutionnel a déclaré contraire à la Constitution la loi adoptée le 5 février par l'Assemblée nationale, repoussant l'élection de dix mois et maintenant le président Macky Sall à son poste jusqu'à la prise de fonctions de son successeur. Le Conseil constitutionnel a par ailleurs annulé le décret du président Macky Sall qui, de facto, modifiait le calendrier électoral, trois semaines seulement avant l'échéance.

Macky Sall avait acquiescé en se disant

Le Conseil constitutionnel a annulé le décret du président Macky Sall qui, de facto, modifiait le calendrier électoral, trois semaines seulement avant l'échéance.

prêt à « faire pleinement exécuter la décision du Conseil ». Dans la foulée, il a annoncé qu'il "mènera sans tarder les consultations nécessaires pour l'organisation de l'élection présidentielle dans les meilleurs délais".

Or le terme « dans les meilleurs délais » restait encore flou dans l'esprit des Sénégalais et surtout de l'opposition. Tous y voyaient une manœuvre dilatoire de Macky Sall. Visiblement, le président sénégalais essayait de gagner du temps et trouver une énième parade pour se maintenir à la tête de l'Etat.

L'élection présidentielle au Sénégal est

finallement prévue le 24 mars, a annoncé le Conseil constitutionnel dans un communiqué, jeudi 7 mars. Après des semaines de tension avec la présidence, le Conseil qui avait fixé la date du premier tour au 31 mars s'est aligné sur la décision de Macky Sall qui la voulait le 24.

Cette décision a peut-être sauvé le Sénégal d'une déflagration générale ou encore d'un putsch militaire qui aurait été amplement justifié par la volonté de Macky Sall de se maintenir au pouvoir pour tous les subterfuges. Cependant, au plan politique, l'image du démocrate Macky Sall qui s'est battu pour imposer la transparence et le respect des textes à Abdoulaye Wade est sérieusement écorchée.

A tel point que le Président Sall a manqué pour une fois le Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine, lui qui en était un habitué. Craignait-il d'être renversé avec un pays qui bouillonnait ? Macky Sall a manqué sa sortie politique. On ne saura jamais exactement qui l'a conseillé à user de ce scénario qui se retourne contre son image, mais elle est vraiment salie.

Dans l'histoire, il sera considéré comme un président qui au terme de ses deux mandats a voulu ruser pour se maintenir au pouvoir. En bâillonnant l'opposition, en changeant brusquement le calendrier électoral à trois semaines de la présidentielle, en fixant lui-même une date qui lui permettait d'être encore président pendant 10 mois.

Et pourtant, il a accompli de nombreuses prouesses au plan économique. Dont il aurait pu se glorifier en partant sans pression. Son programme Sénégal Emergent n'est pas allé à son terme. Mais, le nouvel aéroport Blaise Diagne de Dakar, les constructions nouvelles à Diamniadio et autres resteront ses œuvres. Il a choisi de sortir de la scène en y étant contraint. Et surtout en retro-pédalant pour libérer Sonko et Faye...

Par Valéry Founghé



TOGO /

QUI ÉTAIT KODJO AGBÉYOMÉ, LE PRINCIPAL OPPOSANT À FAURE GNASSINGBÉ, MORT EN EXIL

Après le décès de monseigneur KPODJRO de la dynamique KPODJRO, la principale coalition de l'opposition au régime de Faure GNASSINGBÉ lors de l'élection présidentielle de 2020 Kodjo Agbéyomé, le levier de cette coalition meurt avant l'alternance au Togo.

Kodjo Messan Agbéyo aura passé 36 ans de vie politique au Togo avant de mourir en exil le 3 mars 2024 en France, à 70 ans.

Ce deuxième et dernier exil de Kodjo Agbéyomé, après celui de 2002 pour des raisons politiques, qui ne lui a laissé aucune chance de revenir dans son pays le Togo est intervenu après l'élection présidentielle de 2020 à l'issue de laquelle il revendiquait la victoire jusqu'à son dernier souffle.

Après son diplôme en gestion organisationnelle de l'Université de Poitiers obtenu en janvier 1983, Kodjo Agbéyomé revient occuper le poste de directeur commercial de la SONACOM pendant trois ans avant d'être nommé au gouvernement en tant que Ministre de la Jeunesse, des sports et de la culture par le feu président Gnassingbé Eyadema le 19 décembre 1988.

De succès à la brouille, Kodjo Agbéyomé aura connu toutes les facettes de la politique au Togo.

Ancien premier ministre, ancien ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité, ancien directeur du port de Lomé, ancien président de l'Assemblée nationale Togolaise, ancien membre du parti au pouvoir au Togo RPT, Kodjo Agbéyomé après le décès du président Gnassingbé Eyadema et du retour de son premier exil le 8 Avril 2005, crée quelques années plus tard son parti politique Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) devenu en 2017 le Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement (MPDD).

Kodjo Agbéyomé, dans la vision de diriger un jour la république Togolaise, se joint par son parti MPDD à six autres partis de l'opposition et sept associations de la société civile avec en tête Monseigneur Kpodjro à la veille de l'élection présidentielle de 2020 pour mettre sur pied la Dynamique Kpodjro, avec laquelle il s'est présenté à cette élection qu'il a perdue face à Faure Gnassingbé.

Et c'est d'ailleurs, la revendication de sa victoire à cette élection présidentielle de 2020 qui l'a conduit à cet exil au cours duquel il décède au premier week-end du mois de mars 2024.

F.GADE

LEVÉE DES SANCTIONS PAR LA CEDEAO / RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES BÉNIN-NIGER : MALGRÉ LE DÉGEL, LA MÉFIANCE CONTINUE



A l'issue du sommet extraordinaire tenu à Abuja le samedi 24 février 2024, le président de la Commission de la CEDEAO, Omar Aliou Touray, a déclaré que les sanctions imposées au Niger seront levées avec effet immédiat. Cependant, malgré cette nouvelle accueillie par les populations en liesse, le bras de fer continue entre le Bénin et le Niger.

La junte au pouvoir au Niger a-t-elle décidé de punir le Bénin à son tour ? C'est du moins la question que se posent les populations béninoises. Celles nigériennes sont de plus en plus lassées par la situation économique devenue invivable. En réalité, malgré cette main tendue de

la CEDEAO pour apporter du dégel et soulager les peines des populations des deux pays qui n'en peuvent plus de subir les difficultés économiques, le Niger n'a pas montré le moindre signe qui indique la réouverture de ses frontières avec le Bénin.

Le sommet d'Abuja en question

Ce sommet extraordinaire visait à faire face aux menaces existentielles auxquelles la région est confrontée et à implorer trois pays dirigés par une junte (Niger, Burkina Faso, Mali) qui ont quitté l'organisation de revenir sur leur décision. La levée des sanctions contre le Niger est "purement humanitaire" et "vise à atténuer les souffrances causées par cette situa-

tion", a déclaré Monsieur Touray à la presse. Néanmoins, "des sanctions ciblées ainsi que des sanctions politiques restent en vigueur", a-t-il ajouté.

Les décisions prises lors de cette réunion visent à défendre les principes démocratiques et à promouvoir le bien-être social et économique des citoyens", a déclaré le président nigérian Bola Tinubu, président en exercice de la CEDEAO, lors de l'ouverture du sommet. Pour ce faire, l'organisation doit "réexaminer son approche actuelle de la recherche de l'ordre constitutionnel dans les États membres". Monsieur Tinubu invite également les États du Sahel "à reconsidérer leur décision et à ne pas percevoir notre organisation comme



un ennemi". Pour sa part, Yakubu Gowon, l'un des pères fondateurs de la CEDEAO avait exhorté les dirigeants régionaux à lever les sanctions, soulignant que l'organisation est "plus qu'une coalition d'État".

Les conséquences du retrait de la CEDEAO agité par les trois pays

A tout le moins, il faut souligner que les sanctions contre le Niger et la menace d'une intervention militaire pour remettre dans ses fonctions le président Mohammed Bazoum ont été "les déclencheurs probables d'un résultat inévitable", les trois pays ayant décidé de se retirer de la CEDEAO, explique Karim Manuel, analyste pour le Moyen-Orient et l'Afrique auprès de l'Economist Intelligence Unit. Avec leur retrait, "la région de l'Afrique de l'Ouest sera de plus en plus fragmentée et divisée et la nouvelle alliance entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger fragmente le bloc ouest-africain et reflète un axe d'opposition aux structures traditionnelles qui ont soutenu la région pendant des décennies", a ajouté l'analyste.

Le Niger a-t-il décidé de punir le Bénin ?

Plusieurs jours après la levée des sanctions par l'organisation sous-régionale à Abuja à son encontre, le Niger garde fermée sa frontière avec le Bénin. Selon nombre d'analystes, les populations payent le prix fort pour ces sanctions. Depuis des mois, la frontière entre le Niger et le Bénin était donc fermée. Cotonou a décidé de la rouvrir. Mais du côté du Niger, elle reste fermée. Trois ministres béninois en visite récemment à Malanville, ville du nord du Bénin, frontalière

Ce sommet extraordinaire visait à faire face aux menaces existentielles auxquelles la région est confrontée et à implorer trois pays dirigés par une junte (Niger, Burkina Faso, Mali) qui ont quitté l'organisation de revenir sur leur décision.

du Niger, l'ont d'ailleurs constaté : la frontière rouverte côté béninois est fermée côté nigérien. Si les nouvelles autorités de Niamey avancent des raisons de sécurité quand bien même la perspective d'une intervention militaire s'est éloignée, la méfiance persiste, notamment envers la France, toujours soupçonnée de vouloir les déstabiliser.

Depuis le coup d'État, les relations entre les autorités béninoises et nigériennes se sont tendues. Les soutiens du CNSP veulent en quelque sorte « punir le Bénin d'avoir accepté de jouer le jeu de la CEDEAO », explique un spécialiste du Sahel. Ils estiment que le Bénin a autant à perdre que le Niger avec la fermeture de cette frontière.

Cotonou reste toutefois le port le plus accessible. La solution alternative par le Togo est coûteuse et compliquée en termes de sécurité. De source proche du pouvoir nigérien, il faudra finir par trouver un consensus avec les autorités béninoises « pour une paix commune ». La visite d'une forte délégation d'officiers supérieurs nigériens accueillis récemment à Cotonou, dans le cadre du lancement du projet Pipeline est certainement un bon signe.



FORTUNE CHARUMBIRA

L'HOMME APPELÉ À CONSOLIDER L'ACTION PARLEMENTAIRE AFRICAINE

Parlementaire zimbabwéen, sénateur et chef des chefs traditionnels, il préside aux destinées du parlement panafricain depuis bientôt un an.

Le successeur du Camerounais Roger Nkodo Dang a été élu à une large majorité, devant deux autres candidats du Soudan du Sud et du Malawi. Premier délégué d'Afrique australe élu à sa tête, après plusieurs présidents d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, il s'est engagé à réaliser de profondes réformes au sein de l'Institution avec un accent sur la paix, l'unité entre les pays africains. A l'occasion de l'élection de Chief Fortune Charumbira, le zimbabwéen a été invité par le président du Conseil de la nation depuis Alger, M. Salah Goudjil, à "consolider l'action parlementaire africaine commune, en vue de promouvoir la paix, le progrès et le développement sur le continent africain.

Dans son message de félicitations, M. Goudjil a fait part de ses vœux au nouveau président, pour un mandat jalonné de réalisations et d'acquis au mieux des intérêts des peuples africains et qui contribue à asseoir les valeurs de liberté et de démocratie dans ce vieux continent. Le nouveau président du PAP a été élu avec une majorité des voix des membres du PAP (161 voix pour sur 203 voix), et ce, lors des travaux de la 11e session ordinaire de la 6e législature du PAP, tenue dans la ville de Midrand en République d'Afrique du Sud, du 27 juin au 02 juillet 2022.

Le scrutin a été supervisé par une commission chargée de l'organisation de l'élection du président du Parlement panafricain, présidée par l'Algérie, après la consécration par le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) du principe de rotation entre les régions du

continent à la présidence du Parlement panafricain et de son Bureau.

Après l'élection, M. Goudjil a appelé le nouveau patron du PAP à "consolider l'action parlementaire africaine commune, en vue de promouvoir la paix, le développement et le progrès en Afrique, en concrétisation des objectifs nobles de l'Union africaine (UA), dans le cadre de ses institutions et de ses augustes organismes et en collaboration avec les parlements nationaux africains et autres parmi les Parlements du monde".

Le nouveau président a été plébiscité par le groupe régional Afrique du Nord, présidé par l'Algérie, avec un soutien et un appui direct par la délégation parlementaire algérienne, en le considérant comme "une personnalité parlementaire africaine en mesure d'offrir le meilleur pour les peuples et le continent africain".

Pour la circonstance, le président du Conseil de la nation a souligné l'importance de raviver ensemble le panafricanisme, par fidélité aux luttes et sacrifices des pionniers des institutions de l'action africaine commune.

Organe législatif de l'Union africaine créé en mars 2004 avec pour siège Midrand une ville industrielle d'Afrique du Sud, il comprend 275 députés au total - cinq par État membre de l'UA. Le PAP est dirigé par un bureau composé d'un président et de quatre vice-présidents représentant les cinq régions du continent.

Il fait avancer l'agenda, les politiques et les objectifs de l'UA en discutant, en examinant et en exprimant des opinions sur des questions relatives aux droits de l'homme, à la culture de la démocratie, à la promotion de la bonne gouvernance et à l'État de droit. Il comprend une cinquantaine de membres de l'UA, nommés par leurs parlements respectifs.



FRANCE-MAROC

AMORCE D'UN RÉCHAUFFEMENT DIPLOMATIQUE APRÈS LES TENSIONS

Afin de normaliser les relations diplomatiques en la France et le Royaume chérifien, la ville de Rabat a accueilli le 26 février dernier Stéphane Séjourné le ministre français de l'Europe. Au cours de son séjour en compagnie de son homologue marocain Nasser Bourita, les deux parties lors d'une conférence de presse, ont exprimé leur volonté de réchauffer les relations diplomatiques entre Rabat et Paris.

A en croire Luis Martinez le spécialiste du Maghreb et directeur de recherche au CERJ de Sciences Po, « Si la France et le Maroc se rapprochent, c'est parce qu'ils n'ont pas le choix. Si ça continue, nous serons en entente qu'avec le Tchad ». La France depuis quelques années traverse une crise diplomatique en Afrique (son

rejet dans les pays du Sahel, son image ternie en Tunisie et son échec dans le conflit libyen).

En raison du conflit au Proche-Orient, le Maroc ne peut plus compter sur les accords d'Abraham. Grâce à la diligence de l'administration Trump, il fait partie des quatre pays qui ont reconnu l'État d'Israël. La capitale marocaine a bénéficié en échange de cette reconnaissance diplomatique, de l'expertise en terme cyber-sécurité et de sécurité d'entreprises israéliennes. C'est l'une des raisons selon lesquelles, le peuple marocain reste solidaire des Palestiniens.

Fumée blanche

Au sujet du séjour de l'émissaire français à Rabat, Pierre Vermeren professeur d'histoire contemporaine à l'université

Pari I Panthéon-Sorbonne affirme que : "C'est un retour à la normale. La France a toujours eu de bonnes relations avec le Maroc, il y a une obligation de bonne entente entre ces deux partenaires, ils sont très liés". On apprend que les élites marocaines font pression pour faciliter la coopération. Le Maroc est une terre fertile pour plus d'un millier de PME et entreprises françaises. Les relations historiques ne sont pas à négliger. Ce qui explique la présence en métropole française d'une importante diaspora marocaine, (plus de 836 000 personnes), selon les chiffres de l'Insee en 2022.

Stéphane Séjourné dont c'est la première visite officielle depuis sa prise de fonction au mois de janvier, a rappelé qu'il y a "entre la France et le Maroc un lien exceptionnel et [Emmanuel Macron] veut que

ce lien reste unique et qu'il s'approfondisse encore dans les prochains mois ».

Le froid diplomatique entre les deux Etats date de septembre 2021 période au cours de laquelle, Rabat décriait la décision française de réduire de moitié les visas octroyés aux Marocains. En plus, le Maroc regardait de mauvais œil la politique de rapprochement avec l'Algérie menée par la France, alors qu'Alger a rompu en 2021 ses relations diplomatiques avec Rabat.

Ajouté à la polémique de septembre au cours de laquelle Rabat avait ignoré l'aide proposée par la France à la suite d'un important tremblement de terre à l'origine du décès d'au moins 3 000 personnes, sans oublier les révélations du consortium de médias Forbidden Stories selon lesquelles les téléphones du président français Emmanuel Macron et de certains de ses ministres avaient été ciblés en 2019 par le Maroc avec le logiciel d'espionnage israélien Pegasus, même si le pays a démenti. Conscients que la paix n'a pas de prix, les deux pays cherchent à apaiser leurs relations depuis novembre 2023, date à

La France a toujours eu de bonnes relations avec le Maroc, il y a une obligation de bonne entente entre ces deux partenaires, ils sont très liés.

laquelle l'ambassadeur français au Maroc a fait son mea-culpa concernant le refus de Rabat de l'aide humanitaire française. Une ambassadrice du Maroc en France avait également été nommée, mettant fin

à deux mois de vacances à ce poste.

Evoquant la Sahel occidental, Stéphane Séjourné est précis : "C'est un enjeu existentiel pour le Maroc. Nous le savons. Nous l'avons dit et je le redis aujourd'hui peut-être avec plus de force : il est désormais temps d'avancer. J'y veillerai personnellement ». Ce qui laisse croire à l'hypothèse selon laquelle "La France n'a pas changé de politique au Sahara depuis 2007 qui est le plan de large autonomie. Elle a été avalisée par instances internationales et c'était le minimum que le Maroc voulait".

L'on annonce dans les prochaines semaines la visite des ministres marocains à Paris, ainsi que la visite au Maroc des ministres français de l'Économie, Bruno Le Maire, et de la Culture, Rachida Dati. Auparavant, le 19 février dernier, les trois princesses marocaines, sœurs du Roi du Maroc Mohammed VI, avaient été reçues par l'épouse du président français, Brigitte Macron, pour déjeuner.

Par Joseph Kapo





LA FONTAINE DU MAROC : UN SYMBOLE D'ARTISANAT ET D'AUTHENTICITE A L'UNION AFRICAINE

Lors des activités précédant le 37e sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA), le don fait par le Maroc à l'UA, fut un grand moment avec un don singulier rempli de symboles : une fontaine érigée dans le hall de l'immeuble-siège de l'organisation.

C'était sous la conduite de Nasser Bourita, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger qu'accompagnait Moussa Faki Mahamat le Président de la Commission de l'UA. Et de nombreux autres plénipotentiaires des Etats africains tels des ministres des Affaires étrangères et autres Hauts responsables de l'Union et des membres du corps diplomatique et devant des médias divers.

Outre les personnalités ci-dessus, on notait aussi la présence de Mohamed Arrouchi, ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'UA-CEA-ONU, Mohamed Methqal, ambassadeur, directeur général de l'Agence marocaine de la coopération internationale, et Hassan Boukili, le directeur du Grand Maghreb, affaires de l'Union du Maghreb Arabe et de l'UA au ministère des affaires étrangères, de la coopération

africaine et des Marocains de résidant à l'étranger. D'après la langue française, le mot fontaine recouvre plusieurs acceptions. Et, selon la seconde que sert le Larousse, l'œuvre offerte par le Royaume du Maroc (loin d'être une source d'eau vive jaillissant du sol naturellement ou artificiellement, et se déversant généralement dans un bassin) est un édifice de distribution d'eau, architecturé, comprenant au moins une bouche d'où l'eau s'écoule dans une vasque ou un bassin.

La Fontaine offerte par le Maroc à l'UA est le reflet de l'authenticité de l'artisanat marocain à travers l'art du Zellige ; un mot issu de la langue arabe et qui signifie « petite pierre polie ».

S'exprimant devant les médias, Mohammed Kamal Bedraoui (architecte du projet) et Zouhair Kabbaj de "Kazo designer&build (réalisateur) ont expliqué que la Fontaine offerte par leur pays à

l'UA est le reflet de l'authenticité de l'artisanat marocain à travers l'art du Zellige ; un mot issu de la langue arabe et qui signifie « petite pierre polie ». Pour ces experts, la Fontaine offerte à l'UA a été constituée des morceaux de carreaux de faïence colorés, des morceaux de terre cuite émaillée découpés un à un et assemblés... conférant à ce cette œuvre une esthétique singulière à la surface irrégulière qui la rendent plus vivante. Bedraoui et Kabbaj ont ajouté que cette Fontaine - autonome qui bénéficie de plaques photovoltaïques alimentées par des batteries - représente la genèse de cet artisanat codifié par des formes de couleurs et des matériaux comme le bois et le plâtre sculpté, le laiton ciselé et perforé, le zellige et la présence de l'eau qui fait un clin d'œil sur la spiritualité, la propreté et la sérénité.

De sources concordantes, le Maroc est un paradis pour l'artisanat traditionnel et la fabrication est de première classe. Et la Fontaine offerte à l'UA puise, pour ainsi dire, sa symbolique dans cet art qui est la résultante des brassages civilisationnels dont est faite l'histoire du Royaume chérifien.

S.Ntiaze, à Addis-Abeba



UA-ZLECAF

DR JEAN AMIA : SYMBOLE DE L'ÉLEGANCE ET DE L'EXPERTISE PROTOCOLAIRES

Le Dr Jean Amia aura certainement manqué aux habitués des couloirs et allées de l'imposant bâtiment du siège de l'Union Africaine à Addis Abeba. Assurément, il a manqué à ses collègues du Protocole mais aussi aux journalistes et autres personnalités qui avaient l'habitude de le croiser. Mais en fait, qui est-il au juste ?

Diriger, orienter, rediriger, accueillir, conseiller. Le tout avec un sourire affable qui ne laisse personne indifférent. C'est du Jean Amia tout craché. Celui qui connaît par cœur les arcanes du pouvoir à l'Union Africaine, avait fini par se confondre et se fondre avec sa fonction.

« Dans l'exercice des fonctions d'Agent de Protocole, votre positionnement vous permet d'entrer en scène avec diligence et fluidité », assurait il y a quelques mois le Dr Jean Amia. Depuis des années, il a consacré toutes ses journées à faciliter le quotidien sinon le séjour de tous ceux qui participent aux réunions importantes en Éthiopie, mais aussi dans d'autres pays.

Grand monsieur tant au propre comme au figuré, le Dr Jean Amia faisait de sa sollicitude et son entourage des identités remarquables, à tel point qu'il s'est créé un très grand nombre d'amis et surtout d'admirateurs. Séduits tous par cette façon bienveillante d'orienter le citoyen lambda, mais aussi et surtout les personnalités qu'il a en charge.

L'élégance et la prestance des uns renseignent sur leurs compétences. Le Dr. Jean Amia, figure connue et reconnue du Protocole au sein de l'organisation continentale africaine fait désormais partie des symboles et des références qui inspirent la jeunesse africaine et dont on peut en être fier. Ce digne fils du Cameroun dont la posture et la stature sont en harmonie avec la fonction de Protocole qu'il affectionne et mai-

trise fait non seulement honneur à la profession mais et aussi et surtout à l'image de marque de l'Union africaine. Son tact, et son doigté dans la diligence des affaires protocolaires manquent assurément à la Commission de l'Union africaine.

Le Dr Jean Amia, figure connue et reconnue du Protocole au sein de l'organisation continentale africaine fait désormais partie des symboles et des références qui inspirent la jeunesse africaine et dont on peut en être fier.

De sorte qu'on pouvait entendre ça et là dans les couloirs de l'Union Africaine, " mais où est passé Jean Amia ? ", "pourquoi un homme pétri d'autant d'expérience peut-il ne pas être au siège des Institutions ? ". Son absence dans le Protocole lors du 37^e Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenu à Addis Abeba du 17 au 18 Février 2024, a été commentée. C'est dire combien de fois l'homme s'est taillé une réputation solide.

Mais pour Jean Amia, « Penser au passé sans regrets et à l'avenir sans illusions permet de vivre pleinement le présent sans perdre de vue ses

ambitions et ses objectifs. » L'homme vit une autre et même vie en fait. Une autre fonction similaire à celles qu'il a déjà étrennées dans sa longue carrière à l'Union Africaine.

Aujourd'hui, le Dr Jean Amia est le Chef du Protocole Adjoint du Secrétariat de la ZLECAF à Accra. Là où l'Afrique a décidé de s'asseoir et mettre en place les derniers instruments en vue de mettre sur les rails la zone de libre-échange continentale africaine. Ce ne sera pas de tout repos mais l'homme est outillé. Un vieux briscard dirait certains. Jean Amia a une vaste expérience au sein de l'Union africaine (24 ans). Il a été Fonctionnaire chargé de la sécurité, Chef de la sécurité et de la sûreté du Conseil Phytosanitaire Interafricain de l'Union africaine à Yaoundé. Fonctionnaire Assistant du Protocole au Cabinet du Président de la Commission de l'Union africaine. Et désormais Chef du Protocole Adjoint de la ZLECAF.

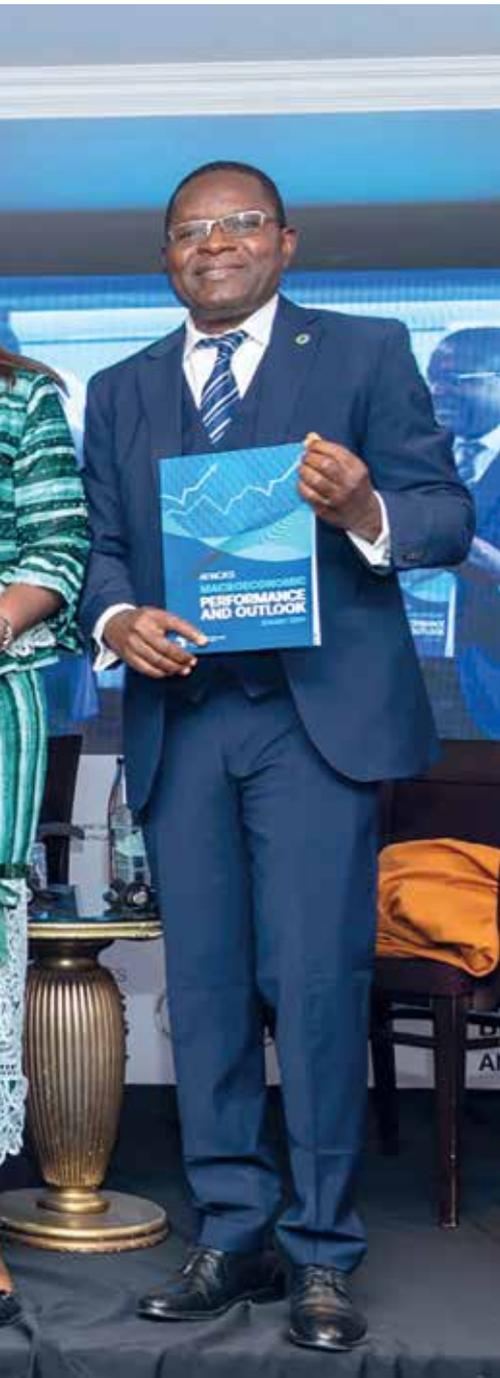
Pour faire une telle carrière, il fallait des bases universitaires solides. A cet effet, Jean Amia est détenteur d'une Licence en Droit Privé de l'Université de Yaoundé 2 à Soa, Yaoundé ; d'un Master en Management Stratégique et Opérationnel de L'Institut International ZIE de Ouagadougou, d'un Master in Rule of Law for Development of the Loyola University Chicago et enfin d'un PhD en Relations Internationales de Bircham International University, en Espagne. Il laissera encore des traces indélébiles à la ZLECAF.

Par Valery Foungré



MARCHES EMERGENTS

Projections et défis pour une renaissance africaine



Le 16 février 2024, à Addis-Abeba, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a procédé au lancement, dans un format hybride (présentiel et distanciel) de son rapport « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique », qui met en lumière des prévisions de croissance radieuses l'économie continentale. C'était devant un parterre sélect d'experts

du développement et d'hommes de médias africains.

Le décor était composé d'une table ronde et des allocutions de dirigeants africains et d'experts. A l'instar de Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement, Njuguna Ndun'gu, secrétaire d'État au Trésor et à la Planification économique du Kenya, Vera Esperança Dos Santos Daves De Sousa, ministre des Finances de l'Angola, Albert Muchanga, commissaire au Commerce et à l'Industrie à la Commission de l'Union africaine, Abebe Shimeles, conseiller au ministère éthiopien des Finances, Jeffrey Sachs, directeur du Centre pour le développement durable de la l'Université de Columbia (Etats-Unis), Kevin Chika

Selon la BAD, 11 Etats africains connaîtront de solides performances économiques. Il s'agit du Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9%), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %), et l'Ouganda (6 %).

Urama, économiste en chef et vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement, Marie-Laure Akin-Olugbade, vice-présidente et Mthuli Ncube, ministre des Finances et du Développement économique du Zimbabwe qui a intervenu par vidéoconférence.

«Dans un monde où les incertitudes et la fragmentation géopolitique ne font que croître (...) les projections les plus

récentes du Groupe de la Banque africaine de développement indiquent que la croissance s'accélénera [en Afrique] pour atteindre 3,8% en 2024, et se consolidera à 4,2% en 2025 », a dit, d'emblée, Adesina, pour qui les moyennes mondiales sont évaluées à 2,9% (2024) et 3,2% (2025). Il a ajouté que cette expansion sera généralisée, avec un élan de croissance soutenue attendu dans 41 pays.

Aussi cet essor place-t-il l'Afrique tout juste derrière l'Asie, en terme de croissance la plus forte dans le monde cette année. En effet, selon la BAD, 11 Etats africains connaîtront de solides performances économiques. Il s'agit du Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9 %), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %), et l'Ouganda (6 %).

Déficit de gouvernance et poids de la dette

Selon le professeur Jeffrey Sachs, en Afrique, les économies d'un certain nombre de pays africains ont souffert des chocs climatiques, de l'insuffisance de la gouvernance, de la dette et de l'incertitude persistante de l'économie mondiale. D'autres pays, par contre, subissent les coupures d'électricité récurrentes et les goulets d'étranglement des infrastructures qui freinent les exportations, a-t-il confessé à **Hommes d'Afrique Magazine** (lire son interview ci-contre). L'instabilité et la fragilité politique ainsi que la montée des conflits et des violences qui sont les premières causes de ralentissement, voire de forte récession dans certains pays, la dette publique qui reste un élément d'inquiétude (plus d'une vingtaine de pays africains présentant un risque élevé de surendettement, quand ils ne sont pas déjà dans cette situation) sont autant de



freins à l'essor économique, a poursuivi Sachs.

Et de commenter : « le développement à long terme ne peut être basé sur des prêts à court terme. Les prêts accordés à l'Afrique devraient être d'une durée d'au moins 25 ans, voire plus. Les emprunts à court terme sont dangereux pour le développement à long terme ».

« L'Afrique doit agir comme une seule entité, à grande échelle », a renchéri Sachs. Il a émis le vœu de voir la BAD s'agrandir et dotée d'importantes ressources financières pour répondre aux besoins de financement de l'Afrique.

Prenant l'exemple de l'Afrique australe, Mthuli Ncube, le ministre des Finances et du Développement économique du Zimbabwe qui intervenait en visioconférence, a, quant à lui, invité les décideurs à anticiper un ralentissement de la croissance en raison des chocs climatiques, mettre l'accent sur les réformes économiques et la gouvernance, apporter des réponses appropriées aux réformes relatives aux droits de propriété, afin d'accroître la production agricole.

« La croissance économique des pays d'Afrique australe repose sur l'agriculture », affirme-t-il. « Il est essentiel de protéger l'agriculture contre les effets du climat. Nous sommes en pourparlers avec les créanciers pour restructurer la dette, qui ralentit la croissance économique », a-t-il souligné parlant du cas spécifique de son pays.

Sachs a renchéri : « le développement à long terme ne peut être basé sur des prêts à court terme ». « Les prêts accor-

dés à l'Afrique devraient être d'une durée d'au moins 25 ans, voire plus. Les emprunts à court terme sont dangereux pour le développement à long terme. L'Afrique doit agir comme une seule entité, à grande échelle ».

Stimuler l'intégration économique

L'intégration économique représente l'avenir de la croissance. Et le rapport de la BAD l'indique clairement. La problématique n'est pour autant pas nouvelle, a dit, un participant, à Hommes d'Afrique Magazine. « L'intégration se présente (aujourd'hui) comme le moyen d'atteindre une croissance économique plus rapide, plus diversifiée et plus durable, et de réduire la dépendance vis-à-vis des sources extérieures », analyse cet observateur des questions africaines pour qui l'intégration présente de nombreux avantages.

Il a ajouté : « l'élargissement des marchés régionaux donne aux producteurs et aux consommateurs africains davantage de possibilités, bien au-delà des marchés parfois restreints de leurs propres pays.

Selon la BAD, 11 Etats africains connaîtront de solides performances économiques. Il s'agit du Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9%), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %), et l'Ouganda (6 %).

L'intégration économique en Afrique peut réduire les coûts de la mise en place d'infrastructures essentielles, comme les transports, les communications, l'énergie, les systèmes d'approvisionnement en eau et la recherche scientifique et technologique, qu'un pays ne peut souvent financer à lui seul. En même temps, l'intégration facilite les investissements à grande échelle en "renforçant l'attrait que présentent nos économies et en réduisant les risques».

De son côté, Albert Muchanga, le Commissaire au développement économique, au commerce, au tourisme, à l'industrie et aux minéraux de la Commission de l'Union africaine, a dit que l'avenir de l'Afrique repose sur l'intégration économique. « Nos petites économies ne sont pas compétitives sur le marché mondial. Un marché intérieur africain sain peut assurer une production intra-africaine de produits manufacturés à valeur ajoutée», a observé Muchanga. Les prévisions et les recommandations du rapport « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique » seront transmises aux chefs d'État africains et que ladite publication est un instrument de plaidoyer pour l'Union africaine (UA) qui présenterait ses propositions au G20 - groupe qui rassemble les principales économies mondiales - au sein duquel l'UA a été



admise en 2023.

Aussi la croissance des économies africaines sera-t-elle tributaire d'une combinaison de facteurs. « (...) la diminution de la dépendance à l'égard des matières premières grâce à la diversification économique, l'augmentation des investissements stratégiques dans les secteurs de croissance clés, la hausse de la consommation publique et privée, ainsi que des évolutions positives sur les principaux marchés d'exportation», a conté, Kevin Chika Urama, économiste en chef et

vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement. Il a conclu : « la croissance économique de l'Afrique devrait retrouver une vigueur modérée tant que l'économie mondiale résistera, que la désinflation se poursuivra, que les investissements dans les projets d'infrastructure resteront soutenus et que les progrès en matière de restructuration de la dette et d'assainissement budgétaire se poursuivront ».

Sylvestre Tetchiada, à Addis-Abeba

TABLEAU DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DANS LES DIFFERENTES REGIONS

- Afrique de l'Est – L'Afrique de l'Est continuera de porter l'élan de croissance du continent, avec une croissance prévue de son PIB de 5,1 % en 2024 et de 5,7 % en 2025, soutenue par de solides investissements stratégiques visant à améliorer la connectivité interne et à approfondir le commerce intra-régional.
- Afrique du Nord – Les conditions météorologiques défavorables et les défis macroéconomiques qui se succèdent maintiendront la croissance de la région à 3,9 % en 2024, avec une légère amélioration à 4,1 % en 2025.
- Afrique centrale – La croissance devrait ralentir à 3,5 % en 2024, mais la reprise prévue de la consommation privée et l'augmentation des investissements miniers et des exportations pourraient contribuer à porter la croissance à 4,1 % en 2025.
- Afrique australe – La croissance restera faible, en progression de 2,2 % en 2024 et 2,6 % en 2025. Cela reflète la faiblesse économique persistante de l'Afrique du Sud, la plus grande économie de la région.
- Afrique de l'Ouest – La croissance devrait accélérer pour atteindre 4 % en 2024 et 4,4 % en 2025. La forte croissance enregistrée dans la plupart des pays de la région devrait compenser les ralentissements observés au Nigéria et au Ghana. Le retrait annoncé du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) jette une ombre sur la durabilité des gains dans un contexte d'incertitude croissante.

Source : *Performance et Perspectives Macroéconomiques de l'Afrique* (BAD, janvier 2024)

JEFFREY D. SACHS, DIRECTEUR DU CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'UNIVERSITÉ DE COLUMBIA (ETATS-UNIS) À PROPOS DE LA CROISSANCE EN AFRIQUE

« Le principal moyen d'atteindre cet objectif est l'investissement... »

La BAD a présenté son rapport intitulé "Performance et Perspectives Macroéconomiques de l'Afrique" à l'occasion du 37ème Sommet de l'UA. Avez-vous des commentaires à ce sujet ?

Je veux voir une croissance économique importante en Afrique, car je crois que le potentiel de croissance est d'au moins 7 % par an, voire plus. Le rapport de la BAD présenté lors du Sommet de l'UA 2024 explique que la croissance est d'environ 3 % à 3,5 %, ce qui est acceptable, mais l'Afrique peut faire beaucoup mieux. Cependant, l'UA forte, avec sa voix puissante au sein du G20, pourrait faire davantage pour accélérer le développement de l'Afrique.

Comment l'Afrique peut-elle faire davantage ?

Le principal moyen d'atteindre cet objectif est l'investissement, en investissant dans le secteur de l'énergie, la fibre, l'éducation, le secteur de la santé, etc. Tout cela nécessite un financement. Le principal défi réside dans les taux d'intérêt très élevés auxquels les pays africains sont confrontés. C'est pourquoi nous avons des discussions mondiales ici à Addis-Abeba sur la réforme financière mondiale afin que l'Afrique puisse avoir accès à des prêts, des centaines de milliards de dollars supplémentaires via la BAD, etc. L'Afrique a besoin de plus de financement, et c'est ce que je conseille au SG de l'ONU. Cette question doit être la priorité du G20, car l'UA est un membre éminent, en



créant un fonds monétaire africain, ils doivent fournir un financement à long terme à faible coût.

Le changement climatique est l'un des grands défis du moment. Comment les pays africains pourraient-ils gérer cela ?

Le changement climatique est présent partout dans le monde. Parlons de l'importance du changement climatique... nous devons avoir un système énergétique sans carbone pour arrêter le changement climatique d'origine humaine. Heureusement, l'Afrique dispose des ressources nécessaires pour un système énergétique sans carbone. La préparation scientifique à l'adaptation au changement climatique et la décarbonisation du système énergétique sont deux éléments cruciaux. Les pays africains, avec une voix forte au G20, peuvent développer des investissements dans l'éducation, l'énergie, le financement, etc. C'est un défi majeur. Le secteur de la santé, tout cela nécessite un financement. C'est pourquoi nous avons ces discussions ici. L'Afrique a besoin de plus de financement. Des centaines de milliards de dollars de financement supplémentaire. C'est pourquoi je conseille au SG de l'ONU que cela devrait être une priorité pour l'UA en tant que membre prioritaire et que d'autres institutions en Afrique devraient fournir un financement à faible coût, en créant un fonds de surveillance africain, pour fournir un financement à faible coût.

Heureusement, l'Afrique dispose des ressources nécessaires pour un système énergétique sans carbone. Tout comme nous le voyons dans chaque endroit, il y a du potentiel en énergie éolienne, potentiel hydroélectrique, potentiel éolien, et même la puissance nucléaire est maintenant explorée par de nombreux pays. Mais l'importance de l'énergie nucléaire est une nouvelle chose. D'une part, se préparer scientifiquement à s'adapter au changement climatique et, d'autre



part, décarboniser le système énergétique pour que nous puissions arrêter beaucoup de choses pires. Les pays africains produisent du café et du cacao.

Quels conseils pour les producteurs de café pour lutter contre le changement climatique ?

Je travaille avec la Fédération mondiale du café. Les producteurs de café, le café est cultivé par de petits agriculteurs de café, ils peuvent s'adapter à la technologie. Le changement climatique est très pauvre. Nous avons besoin d'un Fonds

Nous avons des débats, ici, à Addis-Abeba, sur la réforme financière mondiale, afin que l'Afrique puisse avoir accès à des prêts, des centaines de milliards de dollars supplémentaires via la BAD.

mondial pour les producteurs de café, les grandes entreprises comme Nestlé et d'autres doivent aider les petites entreprises à être durables, à fournir beaucoup de financement.

Comment les chiffres présentés par la BAD peuvent-ils aider les pays africains ?

Les recommandations concernent principalement la stratégie de financement à long terme. La BAD travaille maintenant sur un document pour les 40 prochaines années de croissance rapide jusqu'en 2063. Il a été dévoilé lors du Sommet de l'UA. C'est un très bon document de préparation, il montre une feuille de route pour une croissance rapide, mais ce n'est pas suffisant.

Avez-vous des conseils pour les hommes d'affaires ?

Je conseille d'investir dans l'économie future, l'économie numérique, l'économie verte, le numérique, l'éducation, l'agriculture, le secteur de la santé, l'Afrique va devenir une région de croissance immense.

Entretien avec Joseph Kapo, à Addis-Abeba

ALAIN BAYENI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

" Le Congo s'est doté d'une stratégie nationale pour la mise en route de la Zlecaf "

Dans quel cadre étiez-vous présent à Addis Abeba au Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine ?

Nous sommes venus en délégation avec le ministre d'Etat, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation de la République du Congo. Nous sommes venus parce que le président de la République également y a pris part. Nous sommes venus, enfin, parce que nous avons un dossier qui nous concerne à savoir celui de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le Président Mahamadou Issoufou, leader de ce dossier présentera son rapport 2023 sur le thème de l'année « Accélération de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine ». Ce thème a été retenu par l'Union africaine comme thème de l'année 2023. Nous sommes venus pour suivre les travaux dans ce sens-là et voir les recommandations qui seront prises au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine. Comme vous le savez, la zone de libre-échange continentale africaine est ce grand projet de l'Agenda de 2063 de l'Union Africaine et 47 pays l'ont déjà ratifié, 54 pays l'ont déjà signé et il ne reste plus que l'Erythrée qui ne l'a pas encore signé. La République du Congo, notre pays, l'a déjà signé et ratifié. Nous avons mis en place une commission nationale de suivi et d'évaluation pour la mise en œuvre de la ZLECAf. Au sein de cette commission nationale, il y a une coordination nationale qui est présidée par le premier ministre, chef du gouvernement. Ensuite, il y a le comité technique qui est présidé par votre humble serviteur, le directeur général du commerce extérieur. Enfin, il y a un secrétariat permanent et un secrétariat permanent adjoint dont les animateurs ne sont pas encore nommés. Le Congo, à l'instar d'autres pays africains qui ont ratifié l'accord portant création de la ZLECAf, s'est doté d'une stratégie nationale 2021-2030 pour sa mise en œuvre.



Pouvez-vous décliner cette stratégie nationale ?

Cette stratégie se décline en sept points, parmi lesquels je citerai le point relatif à l'amélioration du cadre macro-économique et du climat des affaires pour permettre le développement du secteur privé et des investissements afin de stimuler la croissance, la création de la richesse et l'emploi au Congo; Le point relatif au développement d'une offre élargie des biens et services compétitifs, pour permettre une transformation des matières premières et des ressources naturelles du pays, afin de répondre aux besoins du marché national, régional et continental ; A la mise en place d'un dispositif réglementaire et institutionnel adapté pour la mise en œuvre de la ZLECAf dans ses différents volets: Douane, concurrence, investissement, propriété intellectuelle, etc. Un autre point de la stratégie consiste à réfléchir sur comment booster les exportations au niveau de la République pour faire en sorte que le Congo soit compétitif lorsque les frontières commerciales s'ouvriront en 2030. Comme vous le savez, le Congo a eu un délai de 10 ans avant d'ouvrir ses frontières. Ce délai lui permettra de restructurer son économie parce que comme vous le savez également, tous les pays africains ne se valent pas économiquement. On ne va pas comparer l'économie congolaise avec l'économie marocaine ou avec l'économie Sud-Africaine. Pendant ce temps, nous allons prendre des mesures ciblées destinées à promouvoir le secteur productif de notre économie. L'objectif est de faire en sorte qu'il soit compétitif. A ce sujet, les opérateurs économiques et le secteur privé sont interpellés. Nous avons organisé à Brazzaville le 08 février de cette année, une journée d'échanges avec les opérateurs économiques pour discuter avec eux, leur demander s'ils étaient prêts à affronter la compétition en 2030 et s'ils sont en train de prendre en compte les exigences de la zone de libre-échange continentale africaine dans leur mode de gestion des affaires. Bref, il s'agit donc pour nous, à travers cette stratégie nationale, de redynamiser notre économie pour qu'elle soit compétitive.

Après avoir écouté le rapport du Président ISSOUFOU, quels sont vos motifs de satisfaction et quelles perspectives envisagez-vous ?

En écoutant le rapport du Président ISSOUFOU, il y a des lueurs d'espoirs. Parce qu'il y a des pays qui se sont enga-



gés à commercer entre eux à travers ce que le Secrétariat de la ZLECAf appelle « Initiative du Commerce Guidé ». Comme un enfant qui naît, il y a toujours des difficultés au début. Nous avons encore les tares de l'ancien système à savoir l'existence des barrières douanières, les entraves de toutes sortes qui font que le commerce ne décolle pas véritablement en Afrique. Mais d'ici là, toutes ces barrières vont tomber avec la volonté de nos chefs d'Etat. De sorte que d'ici

La zone de libre-échange continentale africaine est ce grand projet de l'Agenda de 2063 de l'Union Africaine et 47 pays l'ont déjà ratifié, 54 pays l'ont déjà signé et il ne reste plus que l'Erythrée qui ne l'a pas encore signé.

2030, le commerce africain puisse bonifier de 18 à 35%. Vous qui êtes au cœur de toute cette stratégie, pensez-vous que le Congo peut en dix ans passer d'une économie liée aux hydrocarbures à une économie diversifiée ? Oui le Congo est prêt, en témoignent les différents plans nationaux de développement qui ont été pris au niveau du pays. Il y a le premier plan national de développement (PND) 2018-2022, le deuxième plan national 2022-2026. L'un des points essentiels de ce plan 2022-2026, c'est la diversification de l'économie à travers l'industrialisation du pays et l'agriculture au sens large. Le Congo est déjà engagé dans cette dynamique. Des réformes sont actuellement en cours dans notre pays notamment dans le domaine de l'agriculture ainsi que la création des zones économiques spéciales. De ces zones économiques spéciales sortiront des petites et moyennes entreprises (PME) qui deviendront la locomotive de notre économie. Le chef de l'Etat, Son Excellence Denis SASSOU NGUESSO en homme de conviction et pragmatique s'y attèle avec son projet de société dénommé « Ensemble, poursuivons la marche ».

Interview réalisée par Valéry Foungré, envoyé spécial à Addis Abeba



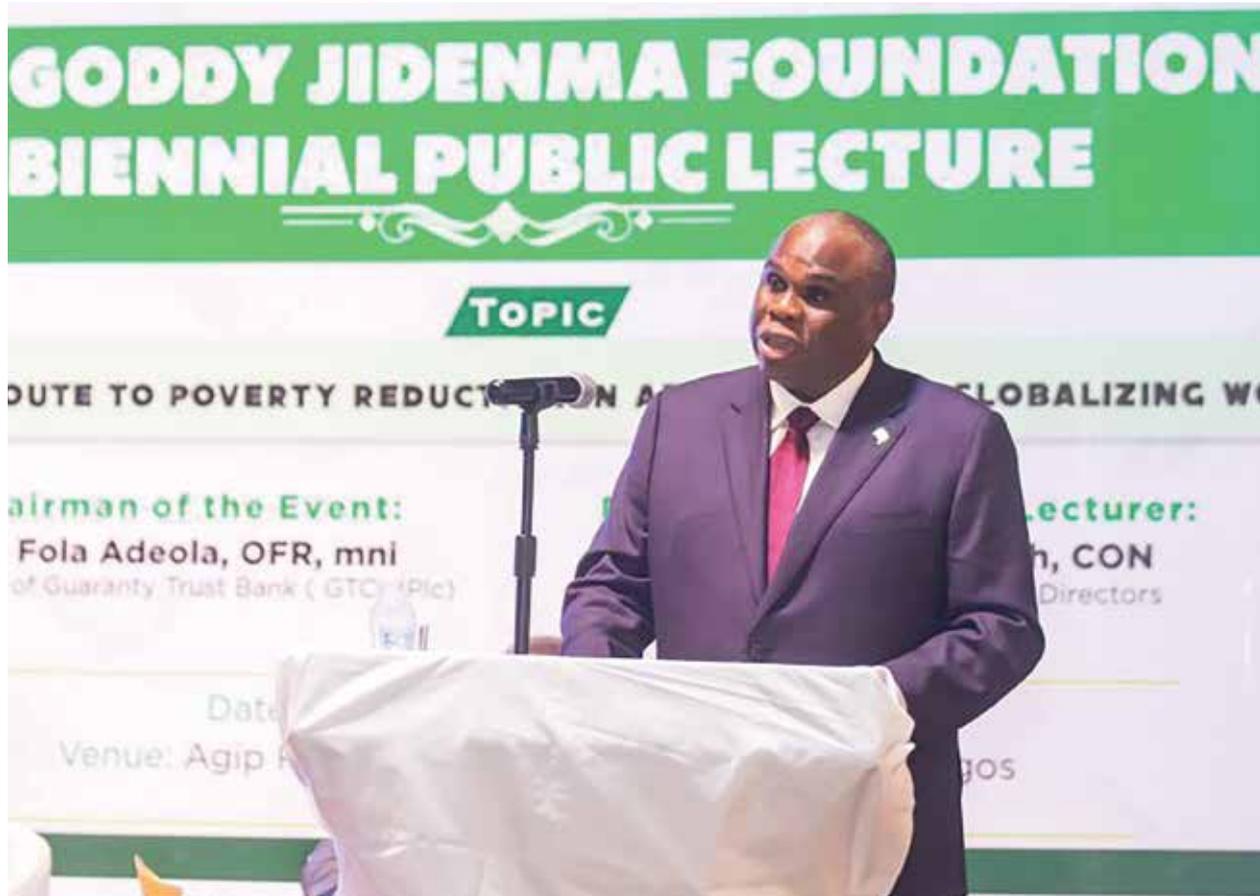
L'AFRIQUE DOIT RELEVER LES DÉFIS DE LA DÉ-MONDIALISATION

Le plaidoyer de Benedict Oramah

La façon dont l'Afrique et le reste du monde en développement manœuvrent pour relever les défis émergents présentés par la dé-mondialisation sans précédent du monde pourrait potentiellement favoriser ou gâcher leurs progrès économiques dans les années à venir. C'est du moins ce que pense le Professeur Benedict Oramah, président d'Afreximbank. Il a émis ce vœu le 27 février 2024, lors d'un exposé intitulé "The Trade Route to Poverty Reduction in Africa in a De-globalising World" (La Voie commerciale vers la réduction de la pauvreté en Afrique dans un monde en dé-mondialisation". C'était à l'occasion de la huitième Conférence biennale de la Fondation Goddy Jidenma à Lagos, en mémoire de cet architecte nigérian de premier plan décédé en 2006. Oramah y a affirmé que l'économie mondiale avait changé de manière significative ces dernières années. Celle-ci est devenue plus fracturée et fragmentée tandis que les piliers fondamentaux qui soutenaient la croissance mondiale et la réduction de la pauvreté avaient presque été démantelés.

« Le monde se dé-mondialise à un rythme sans précédent et les conséquences pour les pays en développement pourraient être désastreuses », a-t-il averti. Et d'expliquer aux invités que l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) offre à l'Afrique l'occasion de prendre son destin en main en ouvrant des chaînes d'approvisionnement régionales qui favoriseraient la croissance économique et le développement.

Citant des estimations de la Banque mondiale, il a déclaré que la ZLECAF devrait sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté tout en augmentant les revenus de près de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,50 dollars par jour. De même, souligne le Professeur Oramah, la Zlecaf devrait accroître les revenus de l'Afrique de 7 % pour atteindre 450 Mds de dollars d'ici 2035 ainsi que les exportations du continent de 560 Mds de dollars US, essentiellement dans le secteur manufacturier. Il ajoute que la ZLECAF devrait également favoriser une hausse des salaires de 10,5 % pour les femmes et de 9,9 % pour les hommes ; et faire grimper les salaires des tra-



vailleurs qualifiés et non qualifiés. Notant que 54 pays et 47 pays ont respectivement signé et ratifié l'accord, il a annoncé qu'Afreximbank et le Secrétariat de la Zlecaf ont créé un Fonds d'ajustement de la Zlecaf, afin de compenser les pertes de recettes tarifaires subies par les pays éligibles à la suite de la mise en œuvre de la Zlecaf. Le Fonds d'ajustement fournira en outre des fonds aux pays et aux entreprises pour leur permettre de s'adapter de manière ordonnée au nouveau régime commercial.

Favoriser la libre-circulation sur le continent

Pour éviter d'être victime du malaise qui a eu un impact négatif sur la mondialisation, la Zlecaf doit être complétée par la libre-

circulation des Africains à travers le continent, avec le droit de travailler. Pour faire face aux obstacles posés par le manque d'accès aux informations sur le commerce et l'investissement, Afreximbank a

Comblé le déficit de financement du commerce intra-africain qui est estimé à plus de 50 Mds de dollars par an, est nécessaire.

mis à disposition une plateforme d'information commerciale basée sur l'intelligence artificielle sous le nom de Tradar Intelligence.

Pour la même raison, la Banque collabore avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat de la Zlecaf et d'autres partenaires pour accueillir la Foire commerciale intra-africaine biennale. Les trois premières éditions tenues depuis 2018 ont attiré plus de 70 000 visiteurs, 4 000 exposants et ont généré environ 120 Mds de dollars.

Par ailleurs, en guise de solution aux 42 systèmes de paiement éparpillés à travers l'Afrique, Afreximbank - en partenariat avec la CUA et le Secrétariat de la Zlecaf - avait lancé le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui domes-

tique tous les paiements commerciaux intra-africains. La banque soutient ce système avec un Fonds de règlement de 3 Mds de dollars. D'ici mai 2024, une plateforme d'échange de monnaies africaines sera également lancée sous les auspices du PAPSS.

A travers l'Afrique, Afreximbank soutient également l'émergence de Sociétés de Commerce d'Exportation pour agir en tant qu'agrégateurs, afin de créer un volume important d'échanges permettant d'attirer une plus grande valeur et de résister à la concurrence. Étant donné que les PME d'Afrique et d'autres régions en développement qui participent directement au commerce mondial doivent rivaliser avec les multinationales et les grandes entreprises, leurs chances de réussite ou de survie sont marginales, voire nulles, a-t-il expliqué.

« Il est désormais possible pour un petit agriculteur du Malawi d'utiliser son téléphone portable pour acheter un film de Nollywood en streaming et de payer en kwacha malawien tandis que le vendeur au Nigeria reçoit des nairas », s'est réjoui Oramah. « Nous arrivons au stade où un Égyptien pourra acheter des actions à la bourse nigériane en payant en livres égyptiennes ».

Comblent le déficit de financement du commerce intra-africain qui est estimé à plus de 50 Mds de dollars par an, est également nécessaire, a ajouté, Oramah qui a précisé que la Division du Commerce intra-africain d'Afreximbank a décaissé plus de 40 Mds de dollars, depuis 2016, avec un encours d'environ 11 Mds, soit environ 28 % du portefeuille de prêts de la banque.

Parmi les autres initiatives d'Afreximbank, figurent le lancement d'un Régime collaboratif africain de garantie de transit. Celui-ci



En marge des travaux du 37^e Sommet de l'UA, en février dernier, Benedict Oramah a échangé avec la directrice de publication de Hommes d'Afrique sur les enjeux actuels du continent.

permet d'utiliser une seule caution de transit pour traverser plusieurs frontières, répondant ainsi aux défis auxquels sont confrontés les 16 pays enclavés du continent ; le soutien à l'harmonisation des normes commerciales par le biais de l'Organisation régionale africaine de normalisation (ARSO), qui a vu l'harmonisation d'environ

155 normes, ainsi que la création du Centre africain d'assurance qualité (AQAC), une filiale indirecte de la Banque, qui développait des centres d'essai, d'inspection et de certification dans les pays où l'infrastructure de qualité était faible.

Sylvestre Tetchiada

GHANA / ECONOMIE

Mohamed Amin peut-il réussir un miracle ?

Pour beaucoup d'analystes, le nouveau ministre ghanéen des finances éprouvera d'énormes difficultés dans la réussite de sa nouvelle mission. Arrivé à la tête du ministère des finances à un moment très critique où l'économie ghanéenne traverse une grave crise, Mohammed Amin Adam qui bénéficie de la confiance du chef de l'Etat, doit produire le miracle qu'attend tout le peuple ghanéen.

Mohammed Amin Adam sait qu'il n'a pas droit à l'erreur. Son pays traverse la pire crise économique qu'il ait connue depuis une génération. Sa mission en dit long : finaliser la restructuration de la dette extérieure avant les élections de décembre. Réussira-t-il à arrêter la saignée pour soulager ainsi ses compatriotes ? Pour le nouveau patron du ministère des finances, même si la tâche ne sera pas facile, elle n'est pas impossible à accomplir. Pour y arriver, Mohammed Amin Adam, a promis de maintenir le programme de réforme économique du gouvernement soutenu par le Fonds monétaire international (FMI).

Les assurances du nouveau ministre

Lors de sa prise de fonctions, le nouveau ministre a affirmé que « nous sommes soumis à un important programme du FMI, et je rassure le FMI et la communauté des affaires que je veillerai à ce que le programme reste sur la bonne voie ». Et d'ajouter que « Je m'efforcerai de faire en sorte que le programme n'en pâtisse pas ». A cet effet, le ministre a fait savoir que toutes les initiatives du budget 2024, y compris les allègements fiscaux, seraient mises en œuvre pour protéger les personnes défavorisées contre de graves difficultés. « Je veillerai à ce que les allègements fiscaux soient mis en œuvre plus rapidement afin de protéger les pauvres », a-t-il rassuré.

Pourtant, tout récemment, son prédécesseur a failli dans la gestion du même programme. Faut-il le souligner, le Ghana a été confronté ces dernières années, à d'énormes difficultés économiques, avec des déficits budgétaires croissants, une



dette publique galopante, une dépréciation de la monnaie et une forte inflation. Ce qui a contraint le gouvernement du président Nana Akufo-Addo à lancer en mai de l'année dernière, un programme de restructuration économique sur trois ans, soutenu par un prêt de 3 milliards de dollars du FMI.

Cependant, après avoir supervisé les efforts de restructuration de la dette, Ken Ofori-Atta qui était alors ministre des finances n'a pu produire le miracle auquel s'attendait le peuple ghanéen. Au contraire, le Ghana qui est l'un des plus importants producteurs d'or, de pétrole et de cacao d'Afrique de l'Ouest a fait défaut sur la majeure partie de sa dette extérieure

en décembre 2022. Une année qui a vu l'inflation dépasser les 50 %, conduisant à l'effondrement de la monnaie locale, le cedi. Dans la foulée, les nombreux soulèvements des populations appelant à la démission de M. Ofori-Atta ainsi que les critiques acerbes des députés de l'opposition et du parti au pouvoir, ont finalement eu raison de lui.

Son remplaçant qui n'est autre que Mohammed Amin Adam, jusque-là ministre d'État au ministère des finances et précédemment vice-ministre de l'énergie chargé du secteur pétrolier hérite des dossiers sensibles et difficiles, mais qui ne lui sont pas totalement inconnus.

Par Cyr-Raoul Hougbedji

PARCOURS VERS LA STABILITÉ

Le défi économique du Ghana en 2024

Après une année 2022 cauchemardesque, marquée par un défaut du gouvernement sur sa dette extérieure, en 2023, la situation macroéconomique du pays de Nana Akufo-Addo a repris le chemin de la stabilité. Mais, d'ici mai 2024, le Ghana doit faire le point sur le chemin qu'il a parcouru depuis l'approbation, il y a un an, par le Fonds monétaire international (FMI), d'un 17^{ème} plan de soutien de 3 Mds de dollars. Ce plan est assorti d'un programme rigoureux dont les finalités sont étalées sur trois volets : rétablir les comptes publics, restaurer la viabilité de la dette à moyen terme ; et enfin, engager le pays vers des réformes structurelles majeures.

Si des améliorations se confirment, la situation macroéconomique reste telle que ce pays demeure dans l'impossibilité d'emprunter sur le marché des capitaux jusqu'en 2026, date de fin du programme du FMI. La dégradation des finances publiques, l'insoutenabilité de la dette, la dépréciation de sa monnaie et l'inflation galopante qui avaient conduit le Ghana à faire appel au FMI en juillet 2022, affirment certains analystes, continuent de plomber les efforts de redressement.

Dans le prolongement de la crise de la Covid-19 et les succédanés de la crise ukrainienne, l'économie ghanéenne avait vu l'ensemble de ses indicateurs macroéconomiques fortement se dégrader en 2022, soutiennent les institutions multilatérales. L'inflation a dépassé les 54 % en année glissante en décembre 2022, obligeant la Banque du Ghana à élever son taux directeur jusqu'à 30 %, fermant l'accès aux crédits. Dans le même temps, le Cedi ghanéen a perdu près de 30 % de sa valeur face au dollar en 2022, provoquant un épuisement des réserves en devises du pays. La croissance économique projetée à 5,8 % en 2022 s'est fortement ralentie à environ 3 %, tarissant des recettes fiscales déjà faibles. L'endettement excessif du pays est rapidement devenu insoutenable, conduisant celui-ci à faire défaut sur ses dettes domestiques, bilatérales et privées,



et provoquant l'intervention du FMI, de la Banque mondiale et de la BAD.

Consolider les réformes

L'année 2024 se présente comme une année de consolidation des grands indicateurs macroéconomiques. Les chiffres de l'inflation, la stabilité du taux de change, les facteurs de croissance hors secteur pétrolier et minier seront particulièrement à surveiller en 2024. En effet, le Ghana a adopté une approche à deux volets concernant la restructuration de sa dette, avec un plan d'échange de dette domestique (47 % de la dette publique) au niveau local achevé en septembre 2023 et une suspension du paiement du service de la dette externe (53 % de la dette publique), dont les Eurobonds, les prêts commerciaux et les prêts bilatéraux, en parallèle des négociations au sein du Cadre commun du G20 animé par le Club de Paris. Ces négociations devraient aboutir au cours du premier trimestre

2024 à la restructuration complète de la dette externe du Ghana, lui permettant de sortir d'un risque systémique financier et bancaire avéré.

Aussi, la restauration des comptes publics se traduit-elle par une mobilisation accrue de recettes fiscales assortie d'une rationalisation de la dépense publique, préservant néanmoins les ménages vulnérables ; notamment en renforçant la sécurité sociale, l'éducation et le système de santé. Sur le volet fiscal, les mesures mises en œuvre visent à générer de recettes supplémentaires en 2024. L'objectif est d'atteindre un accroissement de 3,4 points du ratio recettes/PIB d'ici 2026. Sur le volet des réformes structurelles, notamment dans les secteurs déficitaires de l'énergie, du cacao et de la gouvernance des dépenses publiques, le gouvernement a élaboré des plans stratégiques qu'il convient désormais de mettre en œuvre et surtout de suivre dans la durée.

S.T.



COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Sécurité et développement : les priorités de la CEMAC à l'aube de sa 4e décennie

Créée à la suite de plusieurs mutations institutionnelles, la Cemac - Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale - ex-croissance des défunctes Union Douanière Équatoriale (1959) puis de l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale (1983), a eue 30 ans, le samedi 16 mars 2024. Trois décennies de mutations socio-politiques, mais aussi économiques au sein d'une sous-région d'Afrique centrale secouée par des crises multiformes.

Faisant son bilan à la tête de l'organisation sous-régionale le samedi 16 mars 2024, Faustin-Archange Touadéra, le président centrafricain, qui avait pris le relai de Paul Biya, lors de la 15e conférence des Chefs d'Etat membres de l'organisation, en mars 2023, a conclu à un bilan mitigé. Pour lui, de nombreux défis restent à relever. Dans l'allocution de circonstance de Touadéra reçue à la rédaction de Hommes d'Afrique Magazine, l'homme d'Etat y a développé l'impérieuse nécessité de l'intégration des Etats pour asseoir le développement durable dans la





sous-région.

Touadéra a aussi relevé plusieurs aspects politiques qui entravent le développement d'infrastructures de transport routier au sein de la Cemap et qui sont à rechercher, en priorité, dans le manque d'harmonisation de politiques sectorielles de développement. A cela, s'ajoutent la faiblesse du commerce intra-communautaire qui peut être imputée à l'absence totale de coordination des politiques (commerciales), la persistance d'entraves inhérentes à la libre circulation des personnes, des biens et des services dans la zone Cemap, ou, encore, de la problématique du droit d'établissement qui est liée au droit de résidence.

Surmonter les défis sécuritaires

Le dernier sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine des 17 et 18 février a remis au centre des préoccupations des Etats, l'épineuse question de la sécurité. Touadéra la reprend

à son compte et affirme que le défi auquel fait face l'espace communautaire est d'ordre sécuritaire. Pour lui, la Commission de la Cemap doit intégrer la problématique des questions sécuritaires dans ses actions.

Selon un analyste des questions africaines contacté par *Hommes*

Touadéra a aussi relevé plusieurs aspects politiques...

d'Afrique Magazine, « la sécurité est un enjeu majeur pour toute sous-région, y compris la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale ». « Outre les tensions politiques et les conflits internes dans certains pays membres, la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent dans certaines parties de l'Afrique centrale, les défis liés à la traite des êtres humains, au trafic de drogue, au trafic d'armes et à d'autres formes de criminalité transnationale, la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, les flux de réfugiés, les infiltrations de groupes armés et les tensions transfrontalières représentent autant de défis qui interpellent la Cemap », commente-t-il.

« Toutes les institutions (de la Cemap, ndlr) doivent tout mettre en œuvre pour venir au bout de ces entraves qui fragilisent encore notre marche commune vers une intégration totale », a suggéré Touadéra.

LA CEMAC EN BREF

Donner un nouvel élan

Comment redonner de l'élan à cette communauté économique régionale ? Touadéra préconise tout d'abord la promotion de l'économie numérique qui peut stimuler la croissance économique, favoriser l'innovation et la productivité, améliorer l'accès aux services et contribuer au développement socio-économique à long terme des pays de la Cemac.

En outre, le président en exercice de la Cemac a insisté sur la libre-circulation des biens et des personnes au sein de la région, sans visa préalable pour les ressortissants de la zone, qui constitue inéluctablement le trait d'union, la cohésion entre les peuples, le ciment de l'unité des États membres et le catalyseur du développement économique et social de la zone.

De plus, Touadéra s'est réjoui des progrès significatifs sur le plan économique, en particulier en ce qui concerne la mobilisation des ressources pour le développement économique et social de la Communauté. Il a souligné que le mécanisme mis en place était rassurant.

Au niveau de la Communauté également, il a souligné que la croissance à moyen terme devrait augmenter progressivement à 3,5%. Cette progression est attribuée à une reprise dynamique du secteur hors pétrole, comme l'a précisé Touadéra. Parallèlement, les réformes visant à améliorer la gouvernance, la transparence et le climat des affaires devraient commencer à porter leurs fruits, selon lui. Il a poursuivi indiquant que, dans l'ensemble, le bilan macroéconomique est jugé positif avec une amélioration ces dernières années de ses principaux indicateurs. La Cemac, qui regroupe six pays d'Afrique centrale, à savoir : Cameroun, République centrafricaine, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale et Tchad, fait partie des huit CER que reconnaît l'UA qui estime que ces dernières jouent un rôle essentiel dans le renforcement de l'intégration régionale sur le continent.

S.T.

DATES HISTORIQUES :

29 Juin 1959, Création de l'Union Douanière Équatoriale (UDE) ;

1961 adhésions de l'État du Cameroun à l'UDE ;

8 décembre 1964, signature à Brazzaville du traité instituant l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale (UDEAC) ;

24 août 1983 adhésion de la Guinée Équatoriale à l'UDEAC ;

16 mars 1994, signature à N'Djamena au Tchad du Traité instituant la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) ;

Juin 1999, entrée en vigueur du traité instituant la Cemac ;

2010, instauration de la rotation des premiers dirigeants des Institutions dont le mandat est de 5 ans non renouvelable ;

Octobre 2017, signature par tous les États membres de la Cemac de la circulaire instituant la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEMAC pour tous les ressortissants de la communauté.

LES ETATS MEMBRES

La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) regroupe six États de l'Afrique Centrale suivants :

CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

CONGO

GABON

GUINEE-EQUATORIALE

TCHAD

Au terme de l'article 2 du traité qui l'a institué, la Cemac est constituée de deux Unions :

L'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC), qui a pour mission d'harmoniser les réglementations en vigueur au sein des États membres afin de dynamiser les échanges commerciaux et faciliter la convergence des politiques économiques au sein de la sous-région ;

L'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC), qui est responsable de la convergence monétaire des États membres, qui partagent la même monnaie.

La Vision de la Cemac s'articule aujourd'hui autour du Programme Économique Régional (PER) dont l'objectif est de faire de la Cemac, d'ici 2025, "un espace économique intégré, émergent où règnent la sécurité, la soli-

darité et la bonne gouvernance"

La principale mission de la Cemac est de développer un espace intégré et d'y promouvoir un développement harmonieux.

OBJECTIFS POURSUIVIS :

Assurer une gestion stable de la monnaie commune (Franc CFA) ;

Sécuriser l'environnement des activités économiques et des affaires en général ;

Harmoniser les politiques sectorielles nationales pour une intégration toujours plus renforcée ;

Établir une union de plus en plus étroite entre les peuples des États membres pour raffermir leurs solidarités géographique et humaine ;

Promouvoir les marchés nationaux par l'élimination des entraves au commerce intra-communautaire ;

Coordonner les programmes de développement et harmoniser les projets industriels ;

Créer un véritable marché commun

La Présidence de la Cemac est rotative chaque année et est assurée par un Chef d'État.

Depuis le 17 mars 2023, le Pr. Faustin-Archange Touadéra, le Président de la République Centrafricaine, est le Président en exercice de la Cemac.

PRINCIPAUX INDICATEURS (SOURCE : COMMISSION DE LA CEMAC 2023)

Population (estimation) : 57 millions ;

Superficie : 3 020 144 Km²

Taux de croissance démographique : 2,9%

Taux de croissance économique : 2,5 % (0,0 pour cent par habitant) en 2023

Les soldes budgétaires : 3,2 pour cent du PIB en 2022

Réserves de change brutes : 6 906 milliards XAF (juillet 2023).

Taux de croissance PIB/Hbt : -0,1%

Principaux produits d'exportations : Pétrole brut, Cacao, Café, Coton-fibre, Bois-Grumes, Sciages, Aluminium, Caoutchouc naturel, Banane, Diamant, Or, Manganèse, Uranium, Méthanol.

Taux d'inflation : 2,3%

LES LANGUES

Français

Anglais

Espagnol

Arabe

NOTRE INVITE



GILBERT MOKOKI

Le leadership multidimensionnel d'un officier militaire et ministre dévoué au service de la santé et du développement

Ancien Officier de l'armée, Gilbert Mokoki est homme politique né le 28 août 1949 à Djemba-Rivière, au Congo ; une localité du nord-est de ce pays d'Afrique centrale. Ancien ministre des Zones économiques spéciales (de 2017 à 2021), il est, aujourd'hui, ministre de la Santé et de la population, depuis sa nomination, en mai 2021, par Son Excellence Denis Sassou N'Guesso, le président de la République dont il est un des fervents soutiens

Avant cette autre importante fonction dans un secteur considéré comme sensible et vital pour son pays, Mokoki fut auparavant ministre délégué auprès du ministre des Transports, chargé des voies navigables et de l'économie fluviale (2012-2015), puis ministre de la Fonction publique (2015-2016), et enfin ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande (2016-2017).

Avant de prendre les rênes des départements ministériels, ce Général de division, fut également commandant de l'armée de terre (1998-2003), puis commandant de la gendarmerie nationale (2003-2012). En juillet 2006, il fut même nommé membre du Conseil national de sécurité.

Des casquettes martiales, si l'on peut dire, mais qui sont de loin le reflet emblématique des formations pertinentes qu'il a reçues tout au long de sa riche carrière. Au Congo ou à l'étranger. Il a fait ses classes à l'École d'artillerie de Tchendjo (Chine), à l'Académie militaire d'artillerie de Leningrad (actuel Saint-Petersburg, Russie), au Centre d'études stratégiques américain, au

Centre de formation en management de défense à Paris, à l'Institut des hautes études de défense nationale à Paris, voire l'école militaire interarmes à Chershill en Algérie. Des expertises multiformes alliant stratégies et management qu'il implémente agréablement à la Santé publique. En effet, entré au gouvernement, pour la première fois, le 25 septembre 2012, comme

Bardé de distinctions honorifiques, Mokoki n'a de rêve que celui de mettre en musique gouvernance rigoureuse et mise en valeur des ressources humaines ; nourrir, éduquer et soigner les populations congolaises qui constituent le trépied sur lequel repose le développement durable.

ministre délégué chargé des voies navigables et de l'économie fluviale auprès du ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Mokoki n'a eu de cesse de se démarquer là où les besoins vitaux de la nation congolaise l'interpellent.

C'est ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent (SRMNIA) 2022-2026, dans l'optique d'améliorer les indicateurs y relatifs et ceci dans la vision des ODD3 et 5, ou, encore, la mise en

place du Centre d'Opération d'Urgences de Santé Publique (COUSP) sont à mettre à l'actif de l'ancien officier.

De même que le projet « Gratuité de la césarienne » redynamisé fin février dernier, l'accroissement des ressources de qualité notamment par le recrutement récent de 50 médecins formés à Cuba et recrutés dans les forces publiques de la nation, le développement de la coopération bilatérale, préparer le 74^e comité régional de l'Organisation mondiale de la santé qui aura lieu cette année à Brazzaville et où aura lieu l'élection du nouveau directeur régional de l'OMS Afrique, plaider pour le cofinancement des subventions fonds mondial pour la période 2024-2026, la mobilisation des fonds auprès des bailleurs multilatéraux en vue d'appuyer les efforts d'extension de l'offre de services et l'accès aux services de santé pour les populations touchées par le VIH, le SIDA, la tuberculose et le paludisme, ainsi qu'au renforcement du système de santé, la remise de la dotation des médicaments essentiels et génériques aux districts de santé, voire la mise sur pied, fin décembre 2023, d'un nouvel entrepôt de la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et des Produits de Santé font partie de ses préoccupations quotidiennes. Bardé de distinctions honorifiques, Mokoki n'a de rêve que celui de mettre en musique gouvernance rigoureuse et mise en valeur des ressources humaines ; nourrir, éduquer et soigner les populations congolaises qui constituent le trépied sur lequel repose le développement durable.

Par Samirat NTIAZE

GILBERT MOKOKI, MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

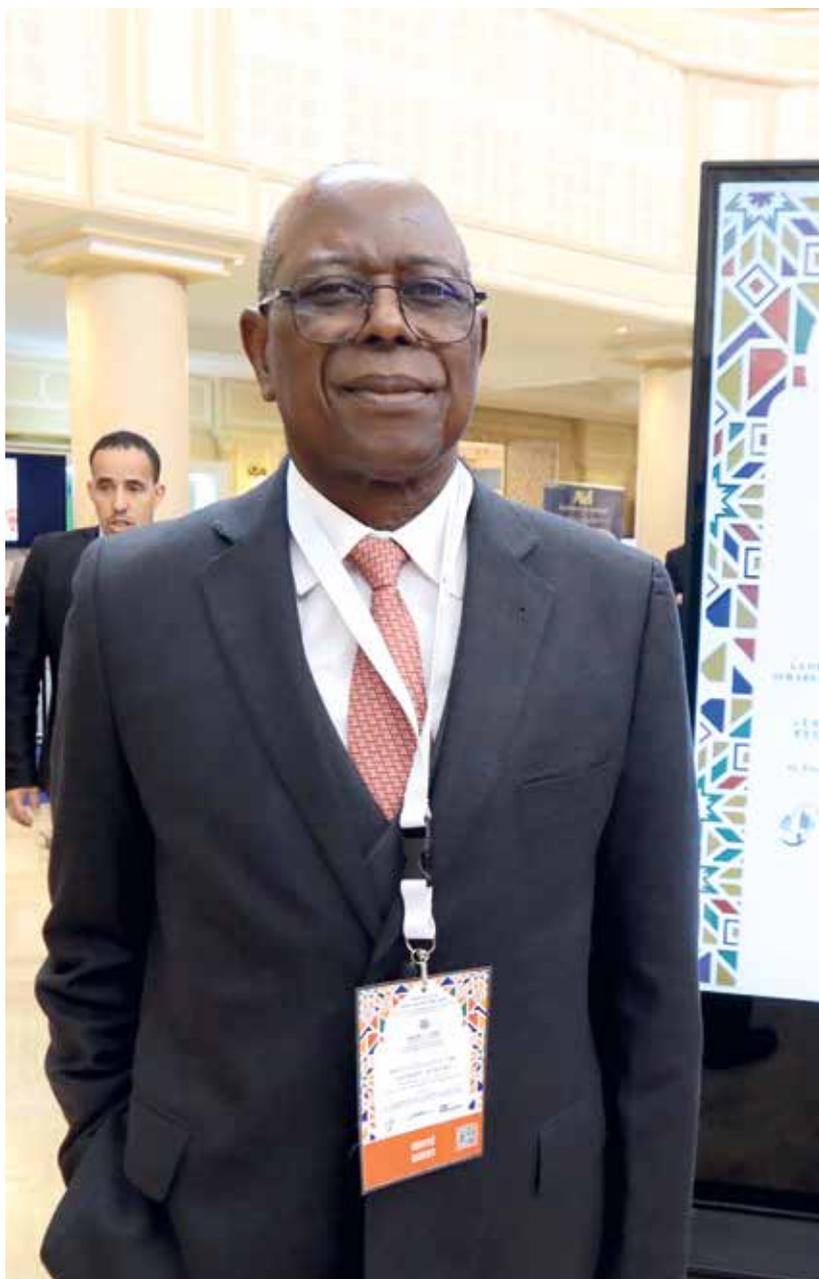
" La Santé Sexuelle et Reproductive présente plusieurs problèmes que les prestataires de santé seuls ne pourraient résoudre "

Le thème général de ce forum est "Santé sexuelle reproductive et bien-être familial en Afrique". Quelle connotation donnez-vous au terme Santé Sexuelle et reproductive (SSR) ? Et quelles sont, selon vous, les composantes de la SSR ?

La SSR, comme défini par l'Organisation Mondiale de la Santé, est un état de bien-être physique, mental et social, et non seulement l'absence de maladie ou d'infirmité en ce qui concerne l'appareil génital dans son anatomie et son fonctionnement. A cela s'ajoutent tous les aspects de la sexualité et de la reproduction concernant la santé de la femme et de l'enfant et des jeunes adolescents. Actuellement, ce concept s'étend aussi bien chez la femme ménopausée que chez l'homme.

Pour ce qui est des composantes de la SSR, il en existe plusieurs. Sans être exhaustif, nous pouvons citer, entre autres : la planification familiale; la santé maternelle et infantile; les cancers génitaux et mammaires; les maladies sexuellement transmissibles; le VIH-Sida ; la communication pour le changement de comportement (CCC) ; l'infécondité...

La jeunesse congolaise, comme d'autres pays africains, souffre d'un certain nombre de problèmes communs qui influent sur la SSR des adolescents dont les grossesses non désirées, le VIH et les autres IST, la mortalité maternelle, les violences basées sur le genre et l'avortement à risque. Comment traitez-





vous ces problèmes ? Quelles solutions êtes-vous en train d'implémenter ?

Les facteurs qui influencent la SSR sont nombreux parmi lesquels, on peut citer : les barrières socio-culturelles (la religion, les us et coutumes); le manque d'informations sur la SSR; la pauvreté, voire des facteurs biologiques liés au sexe.

Pour traiter ces facteurs, il faut élaborer et mettre en œuvre un plan de communication holistique adapté pour lever les barrières socio-culturelles, élaborer et mettre en œuvre les programmes d'éducation et d'information adaptés aux adolescents et aux jeunes, investir dans les interventions en faveur des jeunes et des femmes en âge de procréer pour tirer profit du dividende démographique, développer les activités génératrices de revenus au profit de la population en générale et les couches les plus vulnérables en particulier aux fins de leur autonomisation économique.

Au Congo, nous avons remarqué que la Santé Sexuelle et reproductive présente plusieurs problèmes que les prestataires de santé seuls ne pourraient résoudre.

Pour répondre à ce défi, nous avons opté pour l'implication de toutes les parties prenantes ; notamment les autorités politico-administratives,

les partenaires au développement, la communauté (religions, leaders d'opinion, ONG...) pour améliorer les performances.

En ce qui concerne le ministère de la santé et de la population, nous avons élaboré et mettons en œuvre la Stratégie en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent (SRMNIA) 2022-2026 dans l'optique d'améliorer les indicateurs y relatifs et ceci dans la vision des ODD3 et 5.

Le gouvernement congolais met davantage de ressources en première ligne pour détecter et traiter les affections à un stade précoce, avant qu'elles s'aggravent.

Comment se présente votre système de santé aujourd'hui?

L'organisation actuelle du système de santé congolais a été définie par le décret 2018-268 du 2 juillet 2018 qui organise le ministère en charge de la santé en trois niveaux hiérarchiques : central, intermédiaire et périphérique.

Le niveau central joue un rôle stratégique normatif et régulateur (le Cabinet avec trois directions générales, dont la direction générale de



la population où est logée la santé de la mère et de l'enfant).

Quant au niveau intermédiaire, il regroupe douze directions départementales.

Enfin, le niveau périphérique qui comprend les centres de santé intégrés et les postes de santé regroupés dans 52 districts sanitaires où sont implémentées aussi les activités de santé communautaire.

La SSR est présente dans toute la pyramide : la planification familiale par exemple est opérationnalisée aux niveaux périphérique et communautaire.

Au niveau opérationnel le système de santé est pyramidal et constitué de trois niveaux : Niveau 1 (les centres de santé intégrés et les postes de santé) ; Niveau2 (les hôpitaux de base) et Niveau3 (les hôpi-

taux généraux et le CHU).

Outre ces trois niveaux, il existe des structures d'appui dont la Centrale d'achat et de médicaments essentiels et produits de santé, le Laboratoire national de santé publique et le Centre national de transfusion sanguine.

Quel est l'état des infrastructures de santé et leur présence sur le territoire ? La répartition et qualité sont-elles à la mesure de vos attentes ? Qu'avez-vous à faire pour les prochaines années ?

Depuis plusieurs années, le gouvernement s'efforce à améliorer l'état des infrastructures de santé. Un vaste programme de construction de 12 hôpitaux généraux est mis en œuvre dans chaque départe-

tement, afin d'améliorer l'offre de soins. Aussi, des nouvelles maternités modernes et équipées ont été construites ces dernières années parmi lesquelles celles de l'Hôpital spécialisé mère et enfant Blanche GOMES et de l'hôpital général de Djiri à Brazzaville ; celles de l'hôpital général de NGoyo à Pointe-Noire et l'hôpital général Edith Lucie BONGO ODIMBA à Oyo.

Plusieurs hôpitaux de base ont été construits dans 51 districts sanitaires. Au plus bas niveau opérationnel, on note plusieurs centres de santé intégrés offrant des soins de santé primaires.

Dans nos pays, les communautés travaillent continuellement pour empêcher la propagation des maladies transmissibles et

contagieuses, parfois, avec le soutien de l'Etat qui accorde une haute priorité à l'identification des défis au sein du système et de les aborder. Quelle est la cartographie de ces maladies dans votre pays aujourd'hui ?

Les MST au Congo, comme dans plusieurs pays, frappent plus les professionnels du sexe, les communautés LGBT, la population carcérale. Depuis peu, les jeunes adolescents font surface dans cette cartographie.

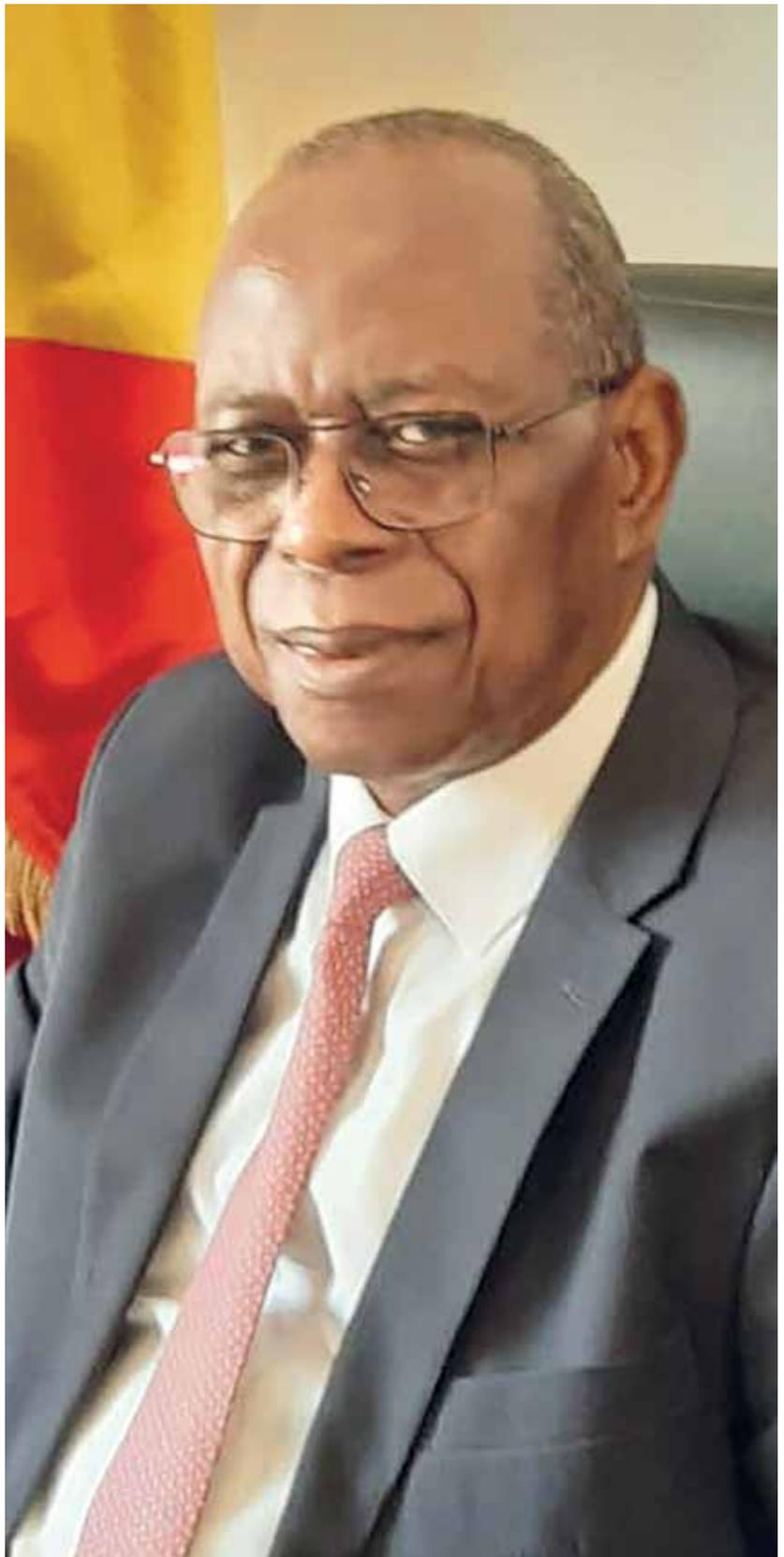
En prenant l'exemple du VIH, la prévalence qui était de 3.2% en 2019, est passée à 3.8% en 2022, et d'après les dernières estimations, à 4.2 %. La tranche d'âge la plus touchée est celle de 15 à 25 ans.

La bonne gouvernance et la surveillance épidémiologique ont permis l'arrêt des maladies comme Ebola, Chikungunia. Il y a quelques poches de Monkey Pox, de la lèpre. Les maladies tropicales négligées sont en voie d'éradication et le Congo a été primé en 2023 par la fondation ALMA. Grâce à la vaccination, le Congo n'a plus de cas de poliomyélite sauvage depuis 2011. La rougeole est contrôlée par la vaccination.

Comment le Congo gère-t-il le triple fardeau des maladies transmissibles, non-transmissibles et socio-comportementales auxquelles s'ajoutent l'analphabétisme, la pauvreté, le sous-développement ?

Concernant ces types de maladies dites non-transmissibles (MNT), à l'instar du diabète sucré et de l'hypertension artérielle, avec leurs complications communes (AVC, insuffisance rénale...), elles constituent un véritable problème de santé publique au Congo.

Cependant, nous ne restons pas les bras croisés face à de telles pathologies. Conscient des enjeux que cela représente, le Congo assure que l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre les MNT est d'augmenter





les investissements dans des soins de santé primaires abordables et de qualité. C'est ainsi que le gouvernement congolais met davantage de ressources en première ligne pour détecter et traiter les affections à un stade précoce, avant qu'elles s'aggravent. Ce qui permet de sauver des vies, d'améliorer les résultats sanitaires, de réduire les coûts des soins de santé et de renforcer la préparation aux épidémies.

De même que des campagnes d'informations et de sensibilisation sont souvent faites, à l'intention des populations sur les dangers de l'obésité. L'objectif recherché étant de briser le mythe de ce fléau qui est aussi un facteur de risque les plus connus des MNT.

Qui plus est, nous ne manquons

pas de sensibiliser nos populations à adopter des comportements sains. Ici, il est question pour nous d'axer

" Nous ne manquons pas de sensibiliser nos populations à avoir des comportements sains "

nos interventions sur la prévention ou la réduction de l'exposition aux facteurs de risque, en insistant sur l'instauration dans tout le pays des environnements sains, facilitant ainsi des choix et des comportements individuels plus sains.

Ces interventions couvrent les domaines suivants : interdiction de fumer dans les lieux de travail et publics ; informations et mises en garde sanitaires et interdiction de la promotion et du parrainage du tabac ; mauvaise alimentation et dangers de la sédentarité (réduction de l'apport en sel dans les aliments ; utilisation des acides gras polyinsaturés ; sensibilisation du public sur l'alimentation et l'activité physique par les médias), et, enfin, la diffusion des messages alertant sur les

dangers de l'alcool.

Par ailleurs, nous assistons depuis peu, dans notre pays, à l'émergence des maladies mentales dans toutes les couches de notre société (dépression, anxiété, toxicomanie...) qui n'en constituent pas moins un problème de santé publique.

Après les pandémies comme l'Ebola et le Zika il y a quelques années, l'Afrique a été affectée, en 2020 par le Coronavirus. Avec des services médicaux peu développé, les pays africains sont dans la frayeur et l'appréhension face aux maladies dites émergentes. Comme le Congo prépare-t-il sa riposte face à d'éventuelles maladies émergentes ou réémergentes ?

Notre pays a tiré des leçons de la pandémie de Covid-19.

Notre pays a tiré les leçons de la pandémie de la Covid 19

Conformément aux exigences du Règlement Sanitaire International (RSI), le Congo vient de mettre en place son Centre d'Opération d'Urgences de Santé Publique (COUSP). Une des raisons de notre bonne

performance est l'organisation et le management de la riposte aux épidémies. Cependant, pour faire face aux futures épidémies, le Congo se prépare activement avec l'appui de l'OMS. C'est ainsi que dans le cadre du projet SURGE, des prestataires de santé ont été formés pour réagir dans les 48 heures en cas d'urgence. Lors des dernières inondations, ces prestataires ont été déployés pour faire le point des états de lieux, ce qui a permis au Gouvernement de prendre des mesures appropriées pour venir en aide aux populations sinistrées. Le Gouvernement s'engage à adopter le projet d'Examen Universel de l'Etat de Préparation (UHPR) avec l'OMS toujours dans le cadre de la préparation et de la riposte aux futures épidémies.

Entretien avec Samirat Ntiازه





HEALTH INSURANCE

Are you able to perform the essential functions of the position with or without accommodations?
 Yes No
If necessary for the job are you older than:
 15 16 18 21 (Check one)
Are you eligible for employment in...

BIENVENUE

PALAIS DES CONGRÈS LE BOURGEOIS

11E CONFÉRENCE AFRICAINE SUR LES DROITS EN SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE À RABAT

Le Dr Nyota Raha présente une expérience unique menée à Lubumbashi

Au cours de la 11e édition de la Conférence Africaine sur les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (ACSHR), tenue du 26 février au 02 mars 2024 dans la capitale marocaine, le Dr Congolais Nyota Raha, a présenté un exposé qui a retenu l'attention des nombreux participants venus des quatre coins du monde.

Médecin congolais, expert en santé sexuelle et reproductive, le Dr Nyota Raha est connu pour ses nombreuses contributions dans ce domaine sensible et crucial qui fait l'objet d'incessantes recherches.

« L'Accès aux services de la Planification Familiale en Post Avortement « PF-PA » : Expérience de la Clinique Uzazi Bora (CUB) » de Lubumbashi, République Démocratique du Congo, dans le cadre du projet GCACI (Global Comprehensive Abortion Care International) de 2019 à Décembre 2023. Avec un thème aussi dense et qui présente les résultats épatants d'une expérience particulière, les participants à ce forum constitués d'acteurs associatifs africains, spécialistes du secteur et acteurs politiques ont été édifiés.

En effet, à travers ce projet, l'IPPF (International Planned Parenthood-Federation) a initié une approche sur le positionnement de l'offre des services de planification dans l'avortement sécurisé chez les femmes en âge de procréer (15-49ans) à travers l'Association pour le Bien-Être Familial, Naissances Désirables (ABEF-ND) dans les villes de Kinshasa, Matadi, Mbandaka, Bukavu et Lubumbashi en RDC. L'ABEF-ND, une association membre de l'IPPF a mis en œuvre l'intervention sur sept (7) ans (2016-2023), a détaillé le Dr Nyota Raha.

Entre 2020 et 2023, la clinique, à elle seule, a contribué à hauteur de 59 % aux résultats de PF dans la ZS du Kenya à Lubumbashi, a précisé le Dr Nyota Raha, ajoutant qu'en 2022, plusieurs femmes extérieures à la Zone de Santé sont venues à la clinique pour bénéficier des services de PF. Après un counselling en post avortement, l'acceptation des méthodes contraceptives modernes était de 100 % à la clinique. De plus, 73 % des clients accédant aux services de contraception étaient des jeunes, a-t-il relevé par ailleurs.

Cyr-Raoul HOUNGBEDJI



11E CONFÉRENCE AFRICAINE SUR LES DROITS EN SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE À RABAT

Le Dr Gilbert Ngonga Mbiya apporte sa contribution

La médecine congolaise a été bien représentée à la 11 e Conférence Africaine sur les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive à Rabat qui s'est déroulée du 26 février au 02 mars 2024. Cette rencontre internationale a également connu la participation du Dr Gilbert Ngonga Mbiya qui a apporté une contribution notable.

Docteur en Médecine (UNIKIN) et Titulaire d'un Master de spécialisation en sciences de la santé publique méthodes de recherches appliquées à la santé globale (UC Louvain et ULB), le Dr Gilbert Ngonga Mbiya a contribué à la réalisation de plusieurs travaux de recherches en RD Congo, Côte d'Ivoire, en passant par la Belgique, des pays où s'étend sa carrière professionnelle.

Entre 2020 et 2023, L'ABEF-ND dont il est le Directeur exécutif a mené à Lubumbashi une expérience significative en matière de santé sexuelle et reproductive. Une restitution de cette expérience édifiante a d'ailleurs été présentée lors d'un exposé par son homologue, le Dr Nyota Raha, sous le thème : « L'Accès aux services de la Planification Familiale en Post Avortement « PF-PA » : Expérience de la Clinique Uzazi Bora (CUB) » de Lubumbashi, République Démocratique du Congo, dans le cadre du projet GCACI (Global Comprehensive Abortion

Care International) de 2019 à Décembre 2023.

Il s'agit pour l'IPPF (International Planned Parenthood-Federation) d'initier à travers ce projet, une approche sur le positionnement de l'offre des services de planification dans l'avortement sécurisé chez les femmes en âge de procréer (15-49ans) à travers l'Association pour le Bien-Être Familial, Naissances Désirables (ABEF-ND) dans les villes de Kinshasa, Matadi, Mbandaka, Bukavu et Lubumbashi en RDC.

Les résultats enregistrés ont été des plus encourageants. En effet, en 2022, plusieurs femmes extérieures à la Zone de Santé ont pu bénéficier des services de PF, portant ainsi l'acceptation des méthodes contraceptives modernes à 100 % à la clinique.

Dans son mot, le Dr Ngonga, Directeur Exécutif de l'ABEF-ND, a souligné une stratégie à fort impact selon l'expérience de l'ABEF-ND. Une approche intégrée qui a été utilisée dans sa mise en œuvre, à travers le projet GCACI ayant permis à des milliers de femmes d'accéder à la contraception après les SAA. Ce faisant, elle aura favorisé l'accès des jeunes à la contraception grâce à la mise en œuvre du GCACI. Il faut souligner que 73 % des bénéficiaires accédant aux services de contraception étaient des jeunes.

SANTÉ PUBLIQUE

Enjeux et déclinaisons de la notion de genre, santé et droits sexuels et reproductifs en Afrique



Du 26 février au 2 mars 2024, le Palais des Congrès de Rabat (Maroc) a abrité les travaux de la 11^{ème} édition de la Conférence Africaine sur les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (de son acronyme anglais, ACSHR - African Conference On Sexual Health And Rights). Les travaux conduits sous le thème : "la santé sexuelle et reproductive et le bien-être familial en Afrique", furent un moment de convergence des connaissances, de l'innovation et de la collaboration. Objectif ? Redessiner l'avenir de la santé et des droits en Afrique.

Placé sous le Très Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cet événement était organisé

par l'Association Marocaine de la Planification Familiale, avec l'appui technique et financier de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Pendant six jours, il a été rythmé par près d'une trentaine de sessions animées par des décideurs venus d'Afrique et d'autres pays du monde, des membres de gouvernements, des premières dames, des universitaires, des panélistes de haut niveau, des membres de la société civile, des jeunes et de plusieurs autres acteurs opérant dans des secteurs dont les activités ont un rapport avec les problématiques de santé.

Pour Gilbert Mokoki, le ministre de la Santé et de la Population du Congo, cette conférence s'inscrit dans le cadre de la promotion des politiques et des programmes cen-

trés sur les personnes en matière de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et l'amélioration de la qualité de vie des individus, des familles, des communautés dans les pays africains.

Et de préciser : « la Santé Sexuelle Reproductive (...) est un état de bien-être physique, mental et social, et non seulement l'absence de maladie ou d'infirmité en ce qui l'appareil génital dans son anatomie et son fonctionnement ». « A cela s'ajoutent tous les aspects de la sexualité et de la reproduction concernant la santé de la femme et de l'enfant et des jeunes adolescents. Actuellement, ce concept s'étend aussi bien chez la femme ménopausée que chez l'homme », a-t-il renchéri, à **Hommes d'Afrique**

Magazine. Selon cet homme d'Etat, la planification familiale, la santé maternelle et infantile, les cancers génitaux et mammaires, les maladies sexuellement transmissibles, le VIH-Sida, la communication pour le changement de comportement, l'infécondité font partie des composantes de la SSR.

Aussi, le rassemblement de Rabat a-t-il connu une pré-conférence des jeunes. Celle-ci a eu lieu les 26 et 27 février 2024, au Complexe Moulay Rachid de la Jeunesse et de l'Enfance à Bouznika. Au cours de celle-ci, l'accent a été mis sur la promotion et la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement (CIPD) et se veut une contribution significative à la réalisation de l'Agenda 2030, en particulier les ODD 3 et 5, ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Elle a été également, une occasion pour discuter, partager et étendre les progrès réalisés sur la SSR des femmes et des jeunes en Afrique et a permis d'identifier, d'interroger et de consolider les meilleures politiques et les bonnes pratiques en la matière.

Mettre en lumière les progrès réalisés

Selon la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF, de par son acronyme anglais - International Planned Parenthood Federation) dont la mission est de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des femmes et des hommes, en agissant pour la santé et les droits sexuels au niveau politique et sur le terrain auprès des populations, en dépit des efforts des partenaires, plus d'une femme sur cinq sexuellement actives jusqu'à l'âge de 25 ans a un besoin urgent de contraception. « Une femme sur 10 en âge de fécondité se trouve dans une situation de grossesse sans avoir accès à aucun planning familial », a déploré, Alvaro Berjmejo, le directeur général de l'IPPF.

Il a aussi évoqué les pratiques d'avortement les plus prévalentes qui pro-

voquent des taux de mortalité élevés dans le monde. L'IPPF travaille d'arche-pied dans 160 pays à travers le monde, par le biais de ses associations membres, avec plus de la moitié des opérations sur le continent africain, pour fournir des services de premier rang, a souligné ce manager. La première dame de la République de la Zambie, Mutinta Hichilema, intervenant à son tour, a fait observer que cette conférence devrait être l'occasion de mettre en lumière les progrès réalisés en Afrique en matière de santé sexuelle et reproductive. Elle a saisi l'occasion pour partager la vision de son pays quant aux défis affrontés et les moyens de les relever au niveau continental, notamment

Toute fille ou femme en âge de procréation est confrontée à des défis considérables...

à travers l'adoption d'une approche fondée sur le cycle de vie.

« Toute fille ou femme en âge de procréation est confrontée à des défis considérables tels que les infections par le VIH et les maladies liées aux Sida qui requièrent notre intervention », a fait constater l'épouse du président zambien. « Les efforts des pays africains doivent être consentis et concentrés autour du bien-être physique, émotionnel et mental ».

Brigitte Touadera, Première Dame de la République Centrafricaine, quant à elle, s'est penchée sur le taux très élevé de la mortalité maternelle dans son pays, qui occupe « la 4e position en Afrique après le Soudan du

Sud, le Tchad et le Niger » en ce qui concerne cet indicateur.

Et de conter : « les dystocies, les complications des avortements clandestins et les infections après accouchement sont parmi les principales causes de la mortalité maternelle en République Centrafricaine ». « En réponse à cette situation, la République Centrafricaine a développé un Dossier d'investissement pour la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile », a enchaîné l'illustre oratrice. « L'objectif est d'entreprendre des actions qui permettront de passer de 835 décès pour chaque 100.000 naissance vivante en 2023 à moins de 600 en 2026 », a poursuivi Madame Touadéra.

C'est au Caire, en 1994, lors de la Conférence internationale sur la population et le développement, que la lumière avait été faite, à l'échelle mondiale, de façon spécifique, sur les droits et la santé en matière de procréation eu égard en particulier au VIH/Sida. A l'évidence, 30 ans après ladite conférence qui prônait les droits en matière de santé de la reproduction ; l'objectif de « faire en sorte que des informations complètes et factuelles et toute la gamme des services de santé en matière de reproduction, y compris la planification familiale, soient accessibles » est encore loin d'être atteint pour les jeunes en Afrique subsaharienne.

Et, même si la santé reproductive a enregistré d'appréciables progrès ces dernières années - les panélistes l'ont relevé au cours de la 11^e édition de l'ACSHR - il faut porter une attention accrue sur l'information visant de nombreux défis à surmonter. L'enjeu étant de tout mettre en œuvre, afin que le "Programme 2030" de l'Organisation des Nations Unies, qui comprend de nombreux accomplissements liés à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et filles, et à la santé et droits sexuels et reproductifs qui dépassent amplement les engagements des OMD, devienne réalité.

Sylvestre Tetchiada



CAN 2023 /

Des Eléphants « REVENANTS » renversent tout le monde : les chiffres d'une compétition à sensation

C'est assurément, en termes de revirement de situation, de sensation fortes et d'enseignements, la meilleure édition de la Coupe d'Afrique de Nations depuis sa création en 1957. Le tournoi qui s'est déroulé en Côte d'Ivoire a tenu toutes ses promesses avec des favoris sortis très tôt et des outsiders en forme, sans oublier le pays organisateur au bord de l'élimination en poule... avant une incroyable « Remontada » finale...

Au soir du 21 janvier 2023, il n'est pas encore né ce pronostiqueur qui aurait parié sur une victoire des Eléphants de Côte d'Ivoire en finale de la CAN. Ce jour-là le stade Alassane Ouattara d'Ebimpé a grondé. Il s'en est fallu de peu pour que la colère dégénère en émeutes nationales. La Côte d'Ivoire devait gagner pour passer au second tour. Mais, la Guinée Equatoriale a sorti une MasterClass. 4 à 0 et une Côte d'Ivoire quasiment éliminée, devenue la risée du monde entier.

Personne n'aurait pu imaginer ce 21 janvier la suite des événements alors que la sélection était devenue "la honte de la nation", selon les mots très forts de Franck Kessié. Surtout pas Jean-Louis Gasset, débarqué en cours de route. Les Ivoiriens rêvaient d'Hervé Renard, ils ont dû se contenter d'un Emerse Faé pas franchement préparé pour de telles fonctions. Et pourtant, c'est Emerse Faé qui va rebâtir une équipe commando, après avoir été ramené en vie par un but salvateur d'Hakim

Zyech.

La suite est historique. Car, de derniers des qualifiés, les Ivoiriens vont montrer un tout autre visage en écrasant tout sur leur chemin. D'abord le champion en titre, le Sénégal, tenu en échec au terme des minutes réglementaires et battu aux tirs aux buts.

Après, un autre match historique contre le Mali et un scénario encore plus incroyable. Menés et jouant à 10 contre 11, les Eléphants parviennent à égaliser à la dernière minute du temps réglementaire et crucifie les Aigles à la dernière minute des prolongations alors que tout le monde pensait aux tirs aux buts...

Enfin, c'est le miraculé Sébastien Haller qui va prendre les choses en main. Blessé pendant la majorité des matchs, l'attaquant du Borussia Dortmund s'est révélé en demi-finale avec un but « compliqué », pour remettre le coup sur un centre d'Adingra. Un but Zlatanesque qui envoie la Côte d'Ivoire sur le toit du monde.

La Côte d'Ivoire prend une revanche sur le Nigeria qui l'avait battue en poules et s'adjuge une troisième étoile inespérée. Les Ivoiriens deviennent en termes de chiffres la quatrième nation à organiser et gagner une Coupe d'Afrique des Nations. En 1996, c'était l'Afrique du Sud, en 2004 la Tunisie, en 2006 l'Égypte.

Concernant les autres chiffres de la CAN 2023, tous les observateurs ont mis en avant de nombreux points positifs qui ont consolidé le statut incontournable d'une compétition autrefois nettement moins considérée : des pelouses correctes, des bons arbitres bien en phase avec la VAR, aucun débordement sérieux dans et autour des sites, des stades en liesse et moins vides que lors des éditions précédentes, des matchs spectaculaires (117 buts marqués en 52 matches, soit une jolie moyenne de 2,38 buts par rencontre), un bon niveau de jeu global souvent tourné vers l'offensive (5 matches à 0-0 seulement), une couverture médiatique élargie (la finale a été retransmise



dans 175 pays environ) pour un réel engouement populaire en Afrique et auprès des nombreuses diasporas en dehors, pas de blessés en cascade à part Mo Salah).

Cette CAN a enregistré un nombre de 22 penalties sifflés dont 17 trans-

formés. C'est le capitaine des Étalons du Burkina Faso, Bertrand Traoré qui en est le meilleur réalisateur. Il a marqué trois penalties. Pour le compte des cartons délivrés, 176 ont été enregistrés au total avec 163 jaunes puis 13 rouges. On note aussi que le Nigeria a eu la Médaille d'Argent, l'Afrique du Sud la Médaille de Bronze, la République Démocratique du Congo termine au pied du podium. Emerse Faé (Côte d'Ivoire), élu meilleur entraîneur, William Troost-Ekong (Nigeria) meilleur joueur, Emilio Nsue Lopez (Guinée Équatoriale) meilleur buteur, Ronwen Williams (Afrique du Sud) meilleur gardien ; Meilleur jeune joueur, Simon Adingra (Côte d'Ivoire). Le trophée de l'Équipe fair-play est revenu à l'Afrique du Sud.

Par Valery Foungré

Les Ivoiriens deviennent en termes de chiffres la quatrième nation à organiser et gagner une Coupe d'Afrique des Nations.





Look Beauty

Africa Salon



Avenue Abdelkrim El khattab. 4 rue Australie.

Ocean-Rabat. E-mail : lookbeautyafrika@gmail.com

Fixe : (+212) 05 37 72 58 31 - GSM : (+212) 6 03 04 43 47



Établissement Privé d'enseignement supérieur reconnu d'utilité publique par l'Etat gabonais

NOS ETABLISSEMENTS



ÉCOLE DE MÉDECINE
ET DE PHARMACIE

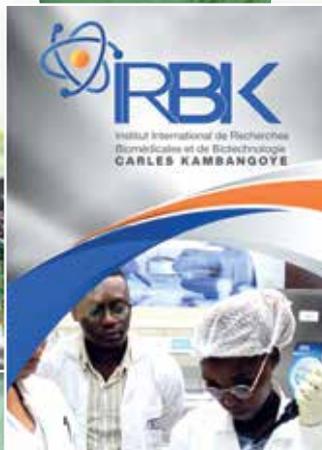


ÉPL
ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
DE LIBREVILLE

- La formation en Bio-Ingénierie et Bio-technologie agricoles,
- La formation permanente et le perfectionnement des cadres en activité,
- La formation à la recherche technologique,
- Et l'équipe de développement.



IRBK
Institut International de Recherches
Biomedicales et de Biotechnologie
CARLES KAMBANGYE



FDSP
FACULTÉ DE DROIT
ET SCIENCE POLITIQUE



ISGEA
Institut Supérieur
de Gestion et Economie
Appliquée

Une formation classique LMD (Licence - Master
et Doctorat) et un Programme « Exécutive MBA »
en partenariat avec l'École des Sciences de
Gestion de l'UQAM du Canada (ESG UQAM)



Dis à ESSASSA, PK 23

B.P. 20411 Libreville (Gabon).

Email. contact @uil-universite.com

Téléphone : + (241) (0) 62 26 51 28 ou + (241) (0) 62 09 85 66

Site WEB : <https://uil-universirte.com>